

La voix de l'opposition de gauche

Le 22 mai 2017

CAUSERIE

L'oligarchie ou le régime ploutocratique qui est en train de se mettre en place avec son lot d'inégalités et d'injustices monstrueuses ne vous fait-il pas penser à l'Ancien régime, à la monarchie et au régime féodal ?

On assiste à une régression sans fin dans absolument tous les domaines, comme si la civilisation humaine ayant atteint un certain stade de développement et ne parvenant pas à le dépasser, était condamnée à refaire à l'envers le chemin qui l'avait conduit de l'état sauvage ou de la barbarie à un état social inachevé.

Ce qui est remarquable et à la fois terrifiant, c'est de constater à quel point cette logique semble immuable, on n'ose pas dire que ce processus serait inévitable parce que nous sommes engagés dans un combat pour tenter d'enrayer cette tendance, bien que nous sommes obligés de le penser au regard du sort épouvantable qui est déjà réservé quotidiennement à des dizaines de millions d'hommes et de femmes, mais aussi de notre impuissance à inverser ce processus destructeur.

La dislocation de tous les rapports ou liens collectifs conduit à l'atomisation de la population, à l'absence de tout droit social ou politique, sans défense, elle devient faible et terriblement vulnérable. La remise en cause de toutes les connaissances acquises, leur détournement ou leur interprétation fallacieuse ou la tendance à les relativiser ou à les nier ou encore le nihilisme qui prévaut dans le mode de pensée, renvoie l'humanité à une époque où les puissants et l'élite à son service recouraient à l'obscurantisme et à la tyrannie pour maintenir le peuple sous son joug.

L'oligarchie concentrant désormais tous les pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire, médiatique, économique, c'est exactement à cela que nous assistons. Et pourquoi en est-il ainsi ou pourquoi en sommes-nous arrivés là? Parce que les peuples ignorent le processus historique qui en est à l'origine, il n'en a pas conscience parce que sa logique ou sa dialectique lui échappe ou lui fait défaut, de sorte qu'il ne peut pas s'en saisir pour lui donner une autre orientation ou franchir l'étape décisif qui permettrait à l'humanité de mettre un terme au règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si c'est bien l'action des hommes qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine, elle peut tout aussi bien être à l'origine de sa destruction ou de son extinction.

Les actions des hommes ont toujours coïncidé avec l'interprétation qu'ils en faisaient, la manière dont ils les interprétaient, ils les théorisaient pour en tirer profit dans l'avenir sans accéder à la conscience de leur portée ou de leurs conséquences parce qu'elles s'inscrivaient dans le cadre d'un processus historique inachevé, et qui pour cette raison devait leur échapper, et une fois parvenu à son terme deux options se présentaient à eux, soit ils parviendraient à en prendre conscience et ils pourraient les orienter dans une direction qui leur permettrait d'en tirer le meilleur profit ou de vivre dans une société meilleure ou plus juste, soit ils n'y parviendraient pas et leurs actions contribueraient à leur propre destruction ou malheur ou ils se condamneraient à vivre dans une société soumise à la haine, au chaos, à la guerre, à la barbarie.

Cela signifie que les hommes doivent impérativement parvenir à prendre conscience de ce processus matérialiste dialectique et historique pour en modifier l'orientation par leur action (révolutionnaire), ce dont ils sont manifestement incapables à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Ceux qui ont commencé à en prendre conscience ont commis la gravissime erreur de négliger cet aspect de la réalité, considérant que les représentations idéologiques posséderaient un pouvoir inférieur aux conditions objectives auxquelles étaient confrontés les exploités et les opprimés, alors qu'elles sont en mesure de les conditionner, d'agir profondément sur leur psychologie, de formater leur cerveau de sorte qu'ils demeureront incapables de progresser ou de trouver la voie de leur émancipation, l'issue politique qui permettrait d'en finir avec la crise du capitalisme et de passer au socialisme ou au communisme et d'entrevoir enfin le règne de la liberté.

Quant à ceux qui se cantonnent à élever le niveau de conscience des masses laborieuses, qui voudraient changer les hommes avant de changer la société ou pour pouvoir la changer plus tard, autrement dit jamais parce que cela prendrait un temps infini pour qu'un à un ils progressent, ce sont tous des imposteurs, des charlatans ou des marchands de rêves de la pire espèce parce que finalement ils flattent l'individualisme qui aveugle les peuples ou cause leur perte.

Et ce n'est pas un hasard s'ils rejettent tous l'idée d'affronter le régime en place, s'ils condamnent toute action collective qui pourrait modifier ou inverser les rapports sociaux existant, ils honnissent le recours à la violence pour y parvenir. En réalité, ces gens à l'aspect si aimable, aux intentions si généreuses ou humanistes au premier abord, sont jaloux de leur propre bonheur ou du niveau de conscience qu'ils ont acquis qui se limite à leurs propres intérêts ou se confondent avec ceux du régime, il faudrait peut-être dire de leur statut privilégié, car sur le plan matériel ils sont servis, ils sont à l'abris du besoin ou ils bénéficient d'un mode de vie relativement confortable qu'ils ne prendraient pas le risque de remettre en cause pour rien au monde.

Ainsi on est en présence de gens qui d'un côté privilégient l'action et néglige l'élévation du niveau de conscience du peuple travailleur, et de l'autre qui inversent les priorités ou subordonnent l'action à une élévation préalable du niveau de conscience des travailleurs, alors qu'il faut prendre en compte les deux facteurs simultanément ou n'en négliger aucun. Sinon, toute action servira strictement à rien et toute pensée également. Toute action ne donnera lieu à aucun enseignement qui pourrait leur servir par la suite, donc ils ne progresseront pas, leur niveau de conscience stagnera ou régressera infailliblement, ils seront conduit à la passivité, à supporter leur triste sort sans réagir en attendant des jours meilleurs qui n'arriveront jamais, ou toute pensée ne débouchera sur aucune action collective susceptible de pouvoir changer la société et qui finalement continuera de se décomposer, tout comme leur mode de pensée.

De nos jours, l'homme a produit de quoi se détruire ou au contraire s'émanciper du règne de la nécessité et accéder à la liberté. La civilisation humaine peut s'orienter dans l'une ou l'autre direction, elle est à un tournant décisif de son destin. C'est une question de vie ou de mort, la lutte des classes est une lutte à mort, et force est de constater que nous sommes très mal engagés pour la gagner.

Le Macron nouveau est arrivé !

Hymne à la joie d'un relais du groupe Bilderberg.

- Empreinte US: Macron et Philippe, «Young Leaders» de la French-American Foundation.

Dans sa récente publication sur sa page Facebook, la French-American Foundation, qui œuvre depuis 1976 à l'amélioration des relations entre les deux États, a exprimé sa joie que le Président Emmanuel Macron et son Premier ministre Édouard Philippe fassent partie de ses « Young Leaders » (Jeunes Leaders), un de ses programmes phares.

Depuis 2012, Emmanuel Macron est Young Leader de la French-American Foundation. (<http://french-american.org>)

Au moins il y en a qui savent à quoi s'en tenir avec Macron.

Avez-vous remarqué qu'aucun dirigeant syndical évoquant Macron ou la ministre du Travail n'a exigé l'abrogation des lois Macron et El Khomri dans leurs déclarations aux médias? Avez-vous constaté qu'ils étaient tous prêts à discuter avec lui, son Premier ministre ou sa ministre du Travail ? Cela ne vous a pas échappé bravo !

C'est à croire que Macron serait prêt à négocier, je ne sais pas, la baisse du temps ou de travail, l'abaissement de l'âge du départ à la retraite, la réouverture des services publics fermée ces dernières années, etc.

C'est à croire qu'ils ne le connaissent pas, qu'il n'a jamais sévi contre les travailleurs, qu'il n'a jamais été ministre de l'Economie de Hollande, qu'il n'a jamais manifesté la moindre intention de poursuivre la politique réactionnaire de Hollande, que sa collusion avec les oligarques n'a jamais existé.

Bref, ils s'en foutent, ils se foutent de vous !

Le PS a dégagé, enfin, pas complètement hélas, il est encore bien implanté dans les syndicats. Mais bon, on est en droit d'espérer que l'influence ou le pouvoir de nuisance qu'il exerçait sur ou contre le mouvement ouvrier est dorénavant bien entamé ou compromis. On continuera de le pilonner jusqu'à ce que mort s'en suive. On souhaite le même sort au PCF.

Maintenant, compte tenu de leurs dispositions ou de la nature des appareils des syndicats, c'est aux Mailly, Martinez et Cie. de dégager. Les militants révolutionnaires ou fidèles au socialisme devraient se rassembler et constituer des courants révolutionnaires dans les syndicats en liant leur combat quotidien à la perspective du renversement du régime capitaliste, bref renouer avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier, sinon à quoi bon, qu'ils aillent adhérer à la CFDT, à la CFTC ou à l'UNSA qui sont les partenaires privilégiés du Medef.

Eh oui, il faut être logique, cohérent, sérieux !

Imposture, mystification, même les miracles sont possibles !

Plus l'imposture gagne en intensité, plus les moyens mis en oeuvre pour l'imposer et protéger ses différents acteurs relèveront de l'autoritarisme dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Ce qu'il y a eu de nouveau avec Hollande, ce ne fut pas de franchir une nouvelle étape dans l'imposture, mais de l'assumer ouvertement, de la dévoiler finalement au grand jour, oui, nous sommes les amis de la finance, oui nous sommes de droite. Cela n'aurait pas pu être possible sans l'acquisition de la quasi-totalité des médias par 9 oligarques qui n'ont eu de cesse de la relayer.

Parvenu à ce stade, ils ont décidé de fabriquer un candidat et un mouvement qui porterait leur idéologie au pouvoir en la personne de Macron pour poursuivre la politique de Hollande, en s'appuyant sur Le Pen et Mélenchon et sans se soucier du mouvement ouvrier qu'ils savaient profondément décomposé et tout aussi corrompu ou impuissant à contester leur pouvoir.

Ils ont à peine besoin de maquiller leurs mauvaises intentions à l'égard des travailleurs qu'ils qualifient d'espoir, l'essentiel pour eux ne réside pas dans les opposants à leur politique qu'ils savent profondément divisés et qui demeurent les otages de partis ou de syndicats corrompus ou

de dirigeants insignifiants, non, pour eux l'essentiel consiste pas à pas à appliquer leur politique qui vise à détruire nos droits les uns après les autres. Après s'être satisfaits de petites victoires ou de victoires partielles, voici venu le moment d'emporter le morceau ou ce qu'il en reste en soumettant l'ensemble de la société au talon de fer du néolibéralisme qui a déjà pulvérisé pratiquement tous les rapports dans un certain nombre de pays et soumis leurs peuples, aux Etats-Unis en premier lieu, qui leur sert de modèle, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en grande partie en Grèce, en Italie, en Espagne...

Généralement quand un nouveau président entrait en fonction, il annonçait quelques mesures sociales en faveur des exploités, or cette époque est définitivement révolue, aucune revalorisation du smic, des prestations sociales, des retraites, aucune mesure destinée à l'emploi, aux service publics, bien au contraire, c'est la réaction sur toute la ligne en guise de programme, sans oublier évidemment l'état d'urgence et les interventions militaires en Afrique et au Moyen-Orient qui vont se poursuivre et le budget de la Défense augmenté.

Et vous savez quel discours tiennent les dirigeants des syndicats ? On va voir ce que Macron nous propose, parce que voyez-vous ils l'ignorent, tout cela pour justifier "la concertation", le "dialogue social" auquel ils entendent tous participer, bref, la collaboration de classes habituelle. Et qu'en pensent tous les partis dits ouvriers ? Rien, pourquoi vous vous attendiez à une autre attitude de leur part ? Passons aux choses sérieuses. Au fait, combien il coûte le dernier modèle d'Apple ? ; Tu pars où en vacances cette année ? J'hésite entre les Maldives et les States. Et bien moi je viens de faire un héritage et je vais pouvoir me payer la croisière de mes rêves dans le Pacifique... A tout hasard, ceci n'expliquerait-il pas cela ?

Dites-le à ceux qui feignent de l'ignorer.

- Les élections législatives s'avèrent un point clé pour l'équipe Macron. "On y verra plus clair avec les rapports de force qui existeront au sein de l'Assemblée nationale. C'est ce qui déterminera la marche à suivre pour le gouvernement et le contenu des ordonnances" réformant le code du travail, souligne M. Groux, chercheur au centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) AFP 19.05

- Réforme du travail : "Il faudra aller vite", affirme Edouard Philippe - Franceinfo

Edouard Philippe assure que la réforme du Code du travail, qui est "majeure", donnera lieu à "une discussion" avec les partenaires sociaux et le Parlement, mais qu'il faudra ensuite "aller vite" pour la mettre en œuvre, dans un entretien au Journal du dimanche.

"C'est une réforme majeure. Une bonne réforme est une réforme bien pensée, bien discutée, puis bien exécutée. La réforme du Code du travail a été bien pensée. Nous allons désormais la discuter pour l'enrichir et l'expliquer. Cela veut dire une discussion avec les organisations syndicales, qui est indispensable, et une discussion parlementaire qui aura lieu à l'occasion du vote de la loi d'habilitation qui permettra au gouvernement de prendre des ordonnances dans le cadre défini par le Parlement", déclare le Premier ministre. Franceinfo 21.05

Grille de lecture.

Vous observerez que lorsque la question du rapport de forces est d'actualité ou déterminante, personne ne veut en entendre parler, en revanche, elle nous sera servi à toutes les sauces pour justifier les journées d'action ou la participation au dialogue social, le refus d'appeler à la grève générale quand la situation l'impose.

C'est un fait indéniable que quelques dizaines ou plus d'une centaine de députés de La France insoumise en juin prochain à l'Assemblée nationale n'aurait pas la même signification politique, et qui sait ne se traduirait pas de la même manière sur le terrain de la lutte des classes.

Certains le nient en ne retenant que les aspects négatifs de La France insoumise ou les illusions dont serait porteur ce mouvement, comme s'il fallait tuer dans l'oeuf l'espoir renaissant dans la tête de millions de travailleurs et jeunes qu'il serait possible de changer la société, ou faire en sorte que cette expérience vouée à l'échec avorte prématurément. Après des années ou des décennies de défaites, de désillusions en désespoir, les travailleurs semblaient rongés par une sorte d'apathie ou de dépression contagieuse dont ils ne sortiraient jamais, et voilà qu'ils trouvent enfin la force ou le courage, la volonté de se battre sur le terrain politique, au lieu de s'en féliciter et de les encourager, certains font tout pour qu'ils retournent à cet état léthargique ou briser net leur mobilisation sous prétexte qu'elle serait engagées dans une mauvaise direction, comme s'ils pouvaient trouver spontanément ou d'eux-mêmes la voie du socialisme.

Nous préférons saluer et soutenir leur engagement politique, tout en sachant qu'il conduira dans un premier temps dans une impasse. A nous ensuite de faire en sorte qu'ils en tirent les enseignements pour la suite de leur combat politique, afin qu'il n'aient pas vécu cette expérience en pure perte. Sinon, tout sera à recommencer et ainsi de suite.

La suite m'a été inspirée par le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs (POID).

Il y a comme une forme d'hypocrisie ou de malhonnêteté intellectuelle à formuler une hypothèse sur la base des intentions de Mélenchon que l'on connaît parfaitement, et d'en tirer une conclusion qui ne sert finalement qu'à justifier une décision politique, alors que l'on sait pertinemment que cette hypothèse est invraisemblable, grotesque même.

Tout le monde connaît Mélenchon, tout le monde sait qu'il n'aura jamais la volonté d'affronter le régime ou de rompre avec lui, encore moins d'appeler à le renverser. Alors à quoi cela sert-il de se lancer dans des suppositions plus qu'hasardeuses à son sujet, sinon à justifier la présentation de candidats lors des législatives contre ceux du mouvement de Mélenchon, des candidats de division.

La rupture avec la Ve République et l'Union européenne ou l'élection d'une Assemblée constituante n'a jamais été la priorité de Mélenchon, ces trois facteurs n'ont pas été au centre de sa campagne électorale, il ne les a jamais développés et il refuse de rompre avec l'UE, donc à quoi bon affirmer que ce serait ce que "les électeurs de Mélenchon à l'élection présidentielle seraient en droit d'attendre" puisque ses électeurs en sont restés au stade de leurs revendications immédiates ou purement alimentaires et en aucun cas ils ne se situaient sur le terrain politique, c'est d'ailleurs ce qui a expliqué l'attitude sibylline de Mélenchon sur ces questions, ne souhaitant visiblement pas développer sur ces thèmes demeurés vagues, hormis qu'il s'opposait à la rupture avec l'UE, on a même pu constater qu'au fil des semaines vers la fin de la campagne électorale il avait plutôt droitisé son discours face à l'UE pour pécher des voix parmi les électeurs qui étaient hostile à la rupture avec l'UE.

Donc présenter des candidats qui adopteraient ces positions sous prétexte que les électeurs de Mélenchon seraient frustrés après qu'il eut affirmé qu'il se satisferait d'une cohabitation avec Macron ne tient pas. On a envie de dire que si les électeurs de Mélenchon étaient sur cette ligne, on se demande pourquoi ils n'ont pas voté de préférence pour Poutou ou Arthaud, pourquoi ils n'ont pas déjà rejoint le POID.

Cela dit, les positions du POID sont correctes, ce qui l'est moins en revanche c'est son interprétation du niveau de conscience des travailleurs qui ne sont manifestement pas prêts pour faire table rase du passé, ce que signifierait la rupture avec les institutions de la Ve République et

l'UE, ainsi que l'élection d'une Assemblée constituante, et Mélenchon et son mouvement incarnent justement les illusions qu'ils ont encore dans le régime et les institutions, mais qu'ils n'ont plus depuis déjà longtemps dans les partis qui en assurent le fonctionnement.

Donc la question serait plutôt de savoir comment s'y prendre pour les aider à perdre ces illusions, et leur proposer ce qui incarne la négation de ces illusions ne suffit manifestement pas à combler leur manque de maturité politique que l'on peut peut-être expliqué par leur ignorance du fonctionnement de la société ou la confusion politique dans laquelle ils ont été plongés depuis des décennies, de sorte qu'ils n'en sont pas encore arrivés au point de concevoir qu'il existerait une issue politique à la crise du capitalisme et qu'ils en seront les principaux acteurs.

S'ils s'identifient à Mélenchon, c'est qu'il existe bien une raison à cela. Il leur dit ce qu'ils avaient envie d'entendre et pas davantage parce que c'est un fin manipulateur. Ils ne risquent pas de progresser avec Mélenchon, il faut donc le liquider tout comme le PS a été liquidé, et le meilleur moyen de s'en débarrasser ou qu'il se démasque lui-même, c'est encore de le mettre face à ses responsabilités, non pas en le portant au pouvoir puisqu'on sait que c'est impossible, mais qu'il soit en situation d'y croire ou de le faire croire pour être plus précis parce que nous avons à faire à un mégalomane, aussi est-il préférable de le pousser en avant ou de le pousser à l'erreur, plutôt que de le tirer en arrière et de faire en sorte qu'il puisse continuer à nuire aux travailleurs et au mouvement ouvrier.

On a envie de dire : Montrez-nous monsieur Mélenchon de quoi vous êtes capables, histoire que son imposture ou sa faillite politique apparaisse au grand jour et que les travailleurs qui s'étaient tournés vers lui s'en détournent et se demandent ce qui s'est passé, pourquoi et comment ils ont pu se faire bernés ainsi, et c'est là qu'un parti comme le POID pourrait s'avérer déterminant pour les aider à répondre à ces questions, pour peu que le POID soit en mesure de leur expliquer...

Regardez ce qui s'est passé en Grèce.

Les travailleurs se sont détournés du PASOK (le PS grec). Ils se sont tournés ensuite vers Syriza qui les a bernés à son tour. Maintenant ils savent à quoi s'en tenir au sujet de Syriza qui connaîtra le même sort que le PASOK. Et après ? Rien, puisqu'apparemment aucun parti ouvrier n'a été en mesure de leur expliquer ce qui s'était réellement passé ou plutôt, pourquoi les choses s'étaient passées de cette manière-là, parce qu'aucun parti n'a eu le courage, l'audace, la présence d'esprit ou n'a fait preuve de suffisamment de discernement pour leur expliquer que c'était leur interprétation de la situation politique ou de la société qui en était la cause, leur ignorance du fonctionnement du capitalisme et de ses institutions, et que sans progression de leur niveau de conscience politique et d'organisation, ils ne parviendraient jamais à trouver une issue politique à la crise du capitalisme qui leur pourrit littéralement l'existence.

Qu'est-ce qui a fait le succès de Mélenchon et de Tsipras ? Leur éloquence, leur talent d'orateur, leurs discours. Certes le contenu était démagogique, populiste, tout ce qu'on voudra de malsain, on est bien d'accord sur ce point semble-t-il, mais on a négligé la forme, la simplicité de leur discours, leur apparent charisme, leur bonhomie qui en faisaient des personnages au premier abord sympathiques, à la fois ordinaires et accessibles dans lesquels des millions de travailleurs se sont reconnus. Ils ont réussi là où le dogmatique ou le théoricien forcené échouera toujours parce qu'en procédant ainsi il se coupe du peuple travailleur, il ne peut pas lui inspirer confiance. Or à ce stade c'est cela qu'il faut conquérir chez les travailleurs, pour faire naître chez eux l'espoir que changer la société est possible, pour qu'il le partage, s'en empare et le réalise finalement. Utilisé à mauvais escient cela donne un Mélenchon ou Tsipras, à bon escient un Marx ou un Lénine !

J'avais terminé ce passage quand j'ai découvert ce courriel dimanche matin dans ma boîte aux lettres. Je remercie au passage le militant qui me l'a envoyé.

Le CCI est le courant communiste internationaliste, un des trois courants qui se réclament du trotskysme, il dirigeait le POI avant de scissionner en 2015 et donner naissance au POID.

Lettre à un militant du CCI (POI)

(Les commentaires de La voix de l'Opposition de gauche sont signés Tardieu et figurent entre parenthèses. - Tardieu)

Paris, le 19 mai 2017

Mon cher camarade,

Merci de m'avoir fait passer la résolution de la direction nationale du CCI du 13 mai dont j'ignorais l'existence. Quelques réflexions sur cette résolution.

En soi, que le CCI appelle à « nous inscrire dans la bataille pour apporter le plus grand nombre de voix possible aux candidats France insoumise » n'est pas une surprise. Depuis plusieurs mois, la lecture d'Informations ouvrières laissait deviner cette évolution. Désormais, les choses sont dites, et non plus simplement suggérées. En soi, cette consigne de vote, par définition tactique, pourrait relever d'une discussion politique entre militants se réclamant du programme de la IVe Internationale.

(C'est ce que j'avais évoqué dans une causerie. - Tardieu)

J'avoue en revanche avoir été surpris du terrain politique sur lequel le CCI appelle à la victoire de La France insoumise : « Seul, une nouvelle fois, et dans le prolongement de son refus de se désister pour Hamon, Jean-Luc Mélenchon, en refusant de se lier à un accord avec le PCF, marque son refus net de s'associer au accommodage d'un « rassemblement de la gauche » avec ceux qui se sont soumis aux intérêts du capital financier. »

Je laisse de côté pour l'instant l'interprétation donnée du refus de l'unité de l'accord avec le PCF. Allons à l'essentiel. Donc, Mélenchon marquerait « son refus net de s'associer au accommodage d'un rassemblement de la gauche avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier » ? Le jour même où la direction nationale du CCI adoptait cette résolution, Jean-Luc Mélenchon déclarait devant les candidats de La France insoumise réunis à Paris : « La France insoumise propose aux électeurs d'organiser une nouvelle cohabitation », citant en exemple le gouvernement de cohabitation Chirac-Jospin (1997-2002) qui fut, selon lui, « un des moments les plus positifs de la vie de l'économie française ».

(Je n'ai pas attendu cette déclaration de Mélenchon pour rappeler qu'il demeurerait pour moi le ministre de Chirac-Jospin avec son record de privatisations ou encore qu'il s'était fondu dans les institutions de la Ve République... - Tardieu)

Tu es comme moi un vieux militant. Je ne te ferai pas l'insulte de te rappeler que le gouvernement Chirac-Jospin, appliquant les directives européennes, a :

- privatisé EDF-GDF, dressant contre lui, dans la rue, par dizaines de milliers, électriciens et gaziers avec leurs syndicats ;
- instauré les « emplois jeunes », mesure de déréglementation et de précarisation généralisée ;
- mis en application le plan Juppé contre la Sécurité sociale, voté par la majorité précédente, malgré la mobilisation de millions de travailleur avec leurs organisations syndicales ;

- mis en place l'euro ;
- adopté une énième contre-réforme de l'enseignement technique et professionnel public signée du ministre délégué à l'Enseignement professionnel Mélenchon) ;
- décidé de s'aligner sur l'impérialisme américain pour prendre part à l'intervention militaire en Afghanistan ;
- décidé de faire signer, au sommet européen de Barcelone, par Chirac et Jospin les dispositions s'attaquant aux retraites ouvrières, qui ont provoqué les grèves et manifestations des travailleurs en France en 2003.

En plaçant sa campagne législative dans la perspective d'un gouvernement du type Chirac-Jospin, Mélenchon respecte la logique de la Ve République, où la cohabitation entre le président et le Premier ministre a pour seule fonction de permettre, quelles que soient les circonstances, que le président fasse respecter une Constitution dont l'article 88-1 exige la stricte application des traités de l'Union européenne. C'est sans doute la raison pour laquelle, du premier tract de masse de campagne de La France insoumise, ont disparu l'appel à l'Assemblée constituante et à en finir avec la Ve République (tout comme l'exigence d'abrogation de la loi El Khomri).

(C'est ce que j'ai rappelé dans cette causerie, j'ai précisé que pour gagner des voix il avait droitisé son discours. - Tardieu)

Il reste que l'objectif de la campagne de La France insoumise, de l'aveu même de Mélenchon, est la réalisation d'un gouvernement anti-ouvrier du type Chirac-Jospin. En baptisant cela « refus net de s'associer au accommodage (...) avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier », la direction du CCI couvre l'orientation de cohabitation, donc de sauvetage des institutions de l'État bourgeois au service du capital financier.

Il est vrai que sa résolution prétend qu'« en raison de l'effondrement des partis qui ont, avec des hauts et des bas, structuré le mouvement ouvrier durant toute son histoire, le capital financier ne dispose plus de la carte du « Front populaire » pour faire reculer et vaincre la classe ouvrière ». (Et pourtant, souvenons-nous que Laurent (PCF) et Mélenchon (PG) refuseront de se situer dans l'opposition au gouvernement PS-EELV-PRG au début du quinquennat de Hollande malgré l'adoption du TSCG, de la "règle d'or" et de l'ANI, etc. Mélenchon formulant même le vœu à haute voix de devenir son Premier ministre, on était donc en présence d'une sorte de Front populaire, sans la forme mais avec le contenu, le Front de gauche soutenant le gouvernement de l'extérieur. J'avais évoqué cela à l'époque dans des causeries. Maintenant Macron a fait mieux, il a intégré des transfuges du PS, du PCF, du PRG, de LR, de l'UDI, plus le MoDem, REM réalise l'union nationale à lui tout seul, et son programme n'est pas seulement entièrement tourné contre les travailleurs, il intègre les objectifs du fascisme, hormis la mise hors la loi du mouvement ouvrier après avoir obtenu le soutien des dirigeants des syndicats, ce qui revient pour ainsi dire à le neutraliser, donc en résumé REM et le programme de Macron, c'est l'union nationale dans la forme et le fascisme par son contenu, ni l'un ni l'autre n'étant entièrement achevés. La suite on la connaît, chacun jouera son rôle. Les partis de droite ont déjà annoncé qu'ils soutiendront les mesures antisociales que prendra Macron, ceux de la pseudo-gauche pourront les condamner sans que cela leur coûte quoi que ce soit puisqu'ils seront minoritaires ou réduits à l'impuissance et ne mobiliseront pas le prolétariat. Le ni droite ni gauche de REM incarne davantage le fascisme ou le totalitarisme que le FN, dont la menace est agitée uniquement pour faire diversion. - Tardieu)

Cette innovation « théorique » contredit l'affirmation centrale du Programme de la IVe Internationale selon laquelle « les « fronts populaires » d'une part, le fascisme de l'autre sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne ». Mais que fut le gouvernement Jospin, modèle de Mélenchon, sinon une variante particulière de

Front populaire dans le cadre des institutions de la Ve République ? Que serait demain un gouvernement Macron-Mélenchon calqué sur le modèle du gouvernement Jospin sinon un gouvernement de Front populaire constitué pour sauver les institutions de la Ve République et la domination capitaliste ? (J'irai encore plus loin, la cohabitation est une forme de gouvernance constitué d'une dose de Front populaire et d'union nationale, dans la mesure où les partis dits de droite n'ont aucun intérêt à entraîner la chute du président de la République de droite, et les partis dits de gauche n'ont aucun intérêt à entraîner la chute du Premier ministre issu de leur rang. A l'arrivée cela précipitera leur chute à tous et cela donnera En Marche! et Macron. - Tardieu

S'agissant des raisons pour lesquelles Mélenchon a refusé l'accord avec Hamon d'abord, et avec le PCF ensuite, la résolution de la direction nationale du CCI lui attribue le noble motif de refuser de « s'associer au accommodage (...) avec ceux qui sont soumis aux intérêts du capital financier ». En réalité, il s'agit de tout autre chose, d'un objectif stratégique dont la porte-parole de La France insoumise, Raquel Garrido, indique qu'il vise la destruction des organisations existantes. A savoir que la « référence immédiate » de La France insoumise vient d'Amérique latine, là où « les instruments politiques pour prendre le pouvoir (...) sont nouveaux. Pas les vieux partis communistes ou les vieux partis sociaux-démocrates ou les syndicats. Il est hors de question de recomposer ou de réorganiser les partis en crise ». Garrido définit en ces termes La France insoumise : « C'est un mouvement citoyen de base, notre idéologie est le populisme humaniste. A bien des égards, nous avons adopté la stratégie populiste de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau ». Et de préciser que le populisme est une « stratégie de démarcation entre eux et nous. Ce qui peut vouloir dire un nous ethniquement pur contre les étrangers, c'est le populisme d'extrême droite et qui peut vouloir dire aussi : nous, les gens, contre eux, l'oligarchie. Ça, c'est notre stratégie » (1).

(Ce qui était dit ici, c'était que La France insoumise se situait en dehors du mouvement ouvrier, refusait toute référence au mouvement ouvrier réduit à la social-démocratie dégénérée et au stalinisme, assumait sa rupture avec le mouvement ouvrier, y compris son avant-garde demeurée fidèle au socialisme aussi marginale soit-elle elle existe tout de même, donc avec l'objectif de son combat qui demeure l'émancipation du salariat, l'abolition du capitalisme, dès lors La France insoumise s'était fixée un autre objectif qui consistait à faire croire de manière démagogique ou populiste qu'il existerait une troisième voie "humaniste" au-dessus de la lutte des classes pour finalement se vautrer dans la collaboration de classes, tout ce fatras idéologique ne devait servir qu'à le justifier maladroitement. - Tardieu)

Ce que Mélenchon revendique, c'est, d'une part que La France insoumise « occupe la place du Parti socialiste », et d'autre part que le PCF se soumette à ses diktats. Mais ce « mouvement unique » n'est qu'une resucée du parti unique cher aux staliniens naguère, le « grand parti de la classe ouvrière » ayant été « délogé » par le « grand mouvement des Insoumis ». Sur quelles bases ?

A ce sujet, la résolution de la DN du CCI salue « la percée spectaculaire et inédite des sept millions de voix qui se sont portés au premier tour sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour manifester leur adhésion au terme « délogé » de sa campagne et leur volonté d'aller jusqu'au bout de la rupture avec tout le système, avec tous ses partis ». Elle précise que cela « leur a permis de casser la baraque ».

(J'ai toujours indiqué que depuis des lustres les travailleurs n'avaient plus d'illusions dans le PS ou le PCF, mais qu'en revanche ils en conservaient dans les institutions et le régime, ce que confirme à sa manière ces "sept millions de voix qui se sont portés au premier tour sur la candidature de Jean-Luc Mélenchon" puisqu'il n'a jamais eu l'intention de rompre avec les institutions et le régime, d'ailleurs tout au long de ses meetings, il n'en a jamais été question, on n'a pas entendu d'exclamations du genre à bas les institutions ou le capitalisme, en revanche on a entendu ses participants chantés en chœur le chant des Versaillais ! - Tardieu)

Donc le CCI soutient le « délogisme ».

Précisons : quand les masses, en Tunisie ou en Amérique latine, crient « Dégage » ou « Que se vayan », c'est, bien sûr, le mouvement spontané de mobilisation pour en finir avec les vieux régimes d'oppression et d'exploitation pourris vendus à l'impérialisme. Autre chose est le « dédagisme » comme programme politique. Dans l'élection présidentielle, trois des quatre candidats arrivés en tête du premier tour partageaient ce même thème, bien que situés à « gauche », au « centre » et à « l'extrême droite » de l'échiquier politique. En soi, le dédagisme n'a aucun contenu de classe et permet de se concentrer sur le renouvellement des individus en contournant la question des institutions et de leur rapport avec les classes. Le gouvernement Macron n'en fournit-il pas une illustration ?

La direction du CCI feint donc de voir un phénomène positif dans un mécanisme destiné à brouiller les frontières de classe. Cela n'est pas sans conséquence. Ainsi, 7 millions d'électeurs sont crédités par elle d'une volonté consciente « d'aller jusqu'au bout de la rupture avec tout le système, avec tous ses partis ». De quel système s'agit-il ? Pas du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Car si 7 millions voulaient consciemment aller jusqu'au bout de la rupture avec le système capitaliste, les conditions seraient plus que mûres pour que la classe ouvrière prenne immédiatement le pouvoir. Donc le mot « système » désigne ici autre chose. De nombreux responsables politiques de tous bords en France mettent en cause le « système » ou « l'establishment », une manière de s'attaquer au personnel politique mais ni aux institutions ni au système capitaliste lui-même. Voilà où conduit l'adaptation à un populisme sans frontière de classe.

(J'ai écrit dans une causerie que Macron et Mélenchon jouaient la même partition dans un registre différent, autrement dit, qu'ils étaient plutôt complémentaires qu'ennemis. - Tardieu)

Par ailleurs, que veut dire « en finir avec tout le système et tous ses partis » ? La direction du CCI met-elle sur le même plan les partis de la bourgeoisie et les partis dont les origines, même lointaines, se situent dans l'histoire du mouvement ouvrier ?

Pour la IVe Internationale, le sort des vieux partis comme instruments de la révolution est historiquement réglé (depuis 1914 pour la social-démocratie, 1933 pour les partis staliniens). Mais les travailleurs ne sont pas indifférents à la question : qui détruit les vieux partis, comment et dans quel but ?

(Hormis par le fascisme, on ne peut que se réjouir qu'ils soient détruits. C'est la crise du capitalisme qui s'est chargée de les détruire en les forçant à monter au créneau et à se découvrir, faudrait-il le regretter ? - Tardieu)

Si la décomposition des vieux partis s'opère dans le cadre de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, c'est-à-dire de la construction de partis ouvriers authentiques, d'une nouvelle direction révolutionnaire pour la classe ouvrière, c'est un pas dans la bonne direction. C'est d'ailleurs sur cet objectif que s'est constituée la IVe Internationale afin de résoudre la « crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ».

Mais s'il s'agit de substituer aux partis existants des « mouvements » (« Debout », « En Marche », « Ensemble », « En Avant », « Podemos », « Indignés », « Cinq étoiles ») qui n'ont pas plus l'intention de renverser le capitalisme que les vieux partis, mais qui, en outre, sont fondés sur la négation de la lutte de classe... Qui, se réclamant du programme de la IVe Internationale, osera dire que cela est positif ?

(La question n'est pas de savoir si ces « mouvements » seraient légitimes ou non, ils existent sans se soucier qu'on pose ou non cette question. La question est plutôt de savoir quel contenu leur donnent les travailleurs qui s'y engagent ou leur accordent leur confiance, qu'il faut distinguer des intentions de leurs dirigeants qui ne coïncident pas forcément, ensuite on évalue sur le plan

tactique celui qu'on privilégiera, quels sont les facteurs qui nous semble déterminants pour déterminer une position. Qu'est-ce qui a le plus d'importance, les déclarations de Mélenchon ou que des centaines de milliers de travailleurs se soient engagés spontanément sur la voie du militantisme, certes avec des illusions, mais cela est un autre facteur à prendre en considération, est-ce que c'est en privilégiant les déclarations de Mélenchon qu'on combatta efficacement leurs illusions et qu'on les aidera à s'en débarrasser ou leur propre expérience de ces illusions, à condition qu'on les aide à en tirer les enseignements politiques pour qu'ils puissent continuer leur combat ailleurs que dans La France insoumise, car l'on sait par avance qu'ils iront de désillusion en désillusion. J'ai envie de dire, laissons-les y croire et faire cette expérience, plus tôt ils se tourneront dans une autre direction, vers des partis ouvriers. On sait également que cette expérience se soldera par un échec, laissons-les la vivre pour qu'ils le constatent par eux-mêmes, sinon ils auront tendance à vouloir la renouveler et ainsi de suite, et c'est vrai que La France insoumise à intégrer tous les travers de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme. - Tardieu)

Encore une fois, nous ne critiquons pas Mélenchon : c'est son droit de fonder toute sa stratégie sur les théories des éminents « postmarxistes » (c'est ainsi qu'il se définissent) cités par Garrido, qui revendiquent la négation de la lutte des classes. Il est logique que, conséquent avec ce choix, quand Le Parisien lui pose la question : « De toute votre vie militante avez-vous changé de principe ? », il réponde : « Oui. Avant, on se référait en termes de classe. Pour moi, à présent, c'est l'intérêt humain qui doit primer. » Il est logique, aussi, qu'il en déduise l'interdiction des drapeaux rouges et de L'Internationale dans ses meetings, leur substituant La Marseillaise et le drapeau tricolore des versaillais.

(J'ignorais qu'ils avaient été aussi clairs, ils assument à leur tour, mais il n'est pas dit que les travailleurs qui se sont engagés dans leur mouvement ou qui ont voté Mélenchon partagent leur engouement pour l'humain d'abord au détriment de leurs intérêts de classe. Le PS avait assumé en adoptant officiellement l'économie de marché ou le capitalisme en 1983, quelques années plus tard, ce fut au tour du PCF d'abandonner la dictature du prolétariat au profit de la dictature du capital, tandis que le parti de l'ordre troquait les intérêts nationaux au profit de ceux des multinationales qu'incarnent les institutions telles que l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC, etc., il n'y a pas de doute que Mélenchon et Macron en sont les dignes successeurs. - Tardieu)

Mais qui la direction nationale du CCI croit-elle abuser en évoquant « ce qui nous différencie fondamentalement de la politique de Jean-Luc Mélenchon sur la lutte des classes, sur la nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire » (une paille !), tout en appelant ses militants à tout faire, « sans condition », pour assurer le succès de celui qui incarne le « refus net de s'associer (...) avec ceux qui se sont soumis aux intérêts du capital financier » alors qu'en réalité il revendique d'être le Premier ministre de Macron ?

(Effectivement, nulle part Mélenchon ne s'est engagé à exproprier le capital financier. Je ne soutiens donc pas le processus engagé par les participants à La France insoumise pour les mêmes raisons que la direction nationale du CCI (POI), j'inclus Mélenchon dans ceux qui "se sont soumis aux intérêts du capital financier", mais je persiste à dire que tel n'est pas le cas ou l'intention de ceux qui se sont engagés dans La France insoumise, sans pour autant en faire des révolutionnaires convaincus. Ils peuvent facilement se méprendre sur les intentions de Mélenchon qui pratique un double langage, sinon ce ne serait pas un populiste. - Tardieu)

La direction du CCI croit justifier son choix en écrivant que « nous nous reconnaissons dans l'aspiration de ces centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, à porter leurs suffrages sur les candidats de France insoumise ». C'est un tour de passe-passe ! Qu'une large fraction de l'électorat de Mélenchon soit guidée par la volonté de rompre avec la politique des gouvernements précédents et de s'engager sur la voie d'une autre politique rompant avec la dictature du capital, cela ne fait aucun doute. Peut-on pour autant créditer cet électorat d'une telle conscience de la situation que, par exemple, ces électeurs rejetteraient l'objectif de Mélenchon de « former une «

majorité nouvelle » à l'Assemblée nationale, qui reste, ils ne l'oublient pas, l'assemblée-croupion de la Ve République bonapartiste » ? Non, bien sûr. Car il y a une contradiction entre ces aspirations et le contenu de la politique de Mélenchon. Cela s'appelle les illusions. Le rôle d'une avant-garde révolutionnaire, c'est d'aider les masses à dégager le contenu sain de leurs aspirations de la gangue mortelle des illusions. N'est-ce pas ce que nous a appris le camarade Lambert ?

(Cela s'appliquait à Mitterrand pour lequel feu-Lambert appela à voter dès le 1er tour en 1981, donc cet argument est plutôt mal venu. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle j'ai refusé d'appeler à voter Mélenchon, c'est cohérent. Là en l'occurrence il s'agit plutôt de se substituer aux masses, une fâcheuse habitude chez ce courant politique qui les conduit à adopter une position opportuniste. On ferait mieux de s'interroger sur les origines de leurs illusions qui ramènent à leur interprétation de leur condition, et qui se traduit par les rapports qu'ils entretiennent avec les institutions et le régime. Et je précise qu'il n'y a aucune contradiction dans ma position vis-à-vis de Mitterrand et de Mélenchon, parce qu'on ne peut pas comparer le PS et La France insoumise dont la composition et les expériences passées étaient ou sont différentes, sans parler de la situation ou des rapports entre les travailleurs et les partis censés les représenter. Début 1981 en tant que militant du CCI (OCI) tous les dimanches matins je diffusais sur le marché de Clichy (92), le PS y était présent également, deux ou trois conseillers municipaux cantonnés dans un coin, la candidature de Mitterrand ne suscitait manifestement aucun engouement populaire c'est le moins qu'on pouvait dire ou constater, contrairement à La France insoumise qui a rassemblé des centaines de milliers de travailleurs et jeunes à travers tout le pays. - Tardieu)

Mais créditer Mélenchon d'une volonté de rupture qui – les faits et ses propres déclarations le montrent – n'est pas la sienne, c'est, d'une part, renforcer les illusions au lieu de les combattre et, d'autre part, rechercher un substitut à la construction d'un parti, ce que les pablistes appelaient naguère de « nouvelles avant-gardes ». Il y a encore quelques mois, les résolutions de la DN du CCI créditaient les cadres syndicaux, éclairés par des directions au-dessus de toute critique, d'une compréhension telle de la situation qu'elle permettait de faire l'économie de la construction d'un parti révolutionnaire. Aujourd'hui, ce sont les militants de La France insoumise, crédités d'une volonté de s'opposer à la volonté de leur chef de gagner une majorité à l'Assemblée (où cela, au fait ?), chef qui, par ailleurs, incarne le « refus net, etc. » ... Visiblement, la direction du CCI n'en est pas à une contradiction près ! Surtout quand elle prend soin d'appeler ses militants à « l'engagement sans condition aux côtés des candidats France insoumise pour pousser le plus loin possible avec eux le rejet des institutions et de toutes les combinaisons visant à les préserver ». L'engagement « pour pousser le plus loin possible le rejet des institutions et toutes les combinaisons » ne devrait-il pas être au premier chef un engagement à rejeter l'appel de Mélenchon à former un gouvernement de cohabitation ?

(Les deux courants du CCI (du POI et du POID) se focalisent sur les déclarations de Mélenchon et ses objectifs affichés, ainsi que sur les illusions que manifestent les travailleurs qui se tournent vers La France insoumise, ils tiennent un discours purement négatif ou font systématiquement dans la dénégation, ils semblent ne pas comprendre ou ne pas vouloir comprendre la signification ou la portée politique du soutien dont bénéficie (encore) le mouvement de Mélenchon. Que croient-ils, qu'en entendant le discours du POID les travailleurs qui se tournent vers FI vont perdre spontanément les illusions qu'ils ont dans Mélenchon et ce mouvement ou plutôt celles qu'ils ont dans les institutions et le régime ?

Je reconnais là leur autre fâcheuse tendance qui consiste à se prendre pour ce qu'ils ne sont pas ou à s'attribuer un pouvoir et un rôle qu'en pratique ils n'ont pas ou qu'ils sont incapables de jouer du fait de leur quasi inexistence pour plus de 90% des travailleurs. Ils versent une fois de plus dans la politique fiction, tout comme leurs collègues du POI, les uns refusant d'admettre que dans la situation telle qu'elle est et non telle qu'on voudrait qu'elle soit, la seule forme que puisse prendre la mobilisation de centaines de milliers de travailleurs coïncide avec des illusions dans les

institutions et le régime, les uns les niant en leur prêtant un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, bref, cela ne peut aboutir qu'à un dialogue de sourds, comme d'habitude.

Dans l'histoire de la lutte de classe depuis plus de deux siècles, nulle part dans le monde, jamais la classe ouvrière n'a commencé à se mobiliser sans manifester des illusions dans les institutions et le régime en place, jamais elle n'est parvenue à mettre en place un gouvernement ouvrier qui n'incarne pas ces illusions, pas même en Russie en 1917 où il lui faudra huit mois pour s'en débarrasser, car ce n'est qu'à travers sa propre expérience de la lutte de classe qu'elle parvient à se libérer plus ou moins de ses illusions, tout dépend effectivement s'il existe ou non une avant-garde ou un parti qui incarne les tâches historiques qu'elle doit accomplir. Il y a lieu de croire que si Mélenchon était nommé Premier ministre par Macron, une hypothèse par ailleurs totalement invraisemblable ou farfelue, ou qu'une cohabitation se mettait en place, en moins de huit mois elle éclaterait et le mouvement de Mélenchon également, c'est pour le coup une certitude absolue s'agissant de FI, moins en ce qui concerne Mélenchon réduit à l'état de serpillière à l'instar de Tsipras en Grèce, là dessus aucun doute n'est permis.

Laissons de côté cette fiction qui ne sert qu'à nous détourner de l'essentiel, c'est-à-dire du rapport de forces qui existe entre les classes et qui concentre l'attention de Macron, car pour lui et son camp c'est une question déterminante. Plus le rapport de forces que traduiront les résultats des législatives lui sera favorable, plus il sera encouragé à frapper fort et vite, c'est-à-dire sans que le mouvement ouvrier ne soit en mesure de réaliser ce qui se passe et de se mobiliser, puisqu'il aura adopté un certain nombre de mesures sans que les travailleurs et les militants n'aient pu s'en saisir, réfléchir à leurs conséquences et éventuellement en tirent la conclusion qu'ils doivent passer immédiatement à l'action, donc sans que le processus de maturation de leur conscience de classe ne puisse opérer. Il est donc souhaitable de tout faire pour que ce rapport de forces ne soit pas à l'avantage de Macron, c'est le sens du soutien que j'apporte à FI et rien d'autre, sans émettre la moindre illusion dans Mélenchon, dans La France insoumise ou encore dans les travailleurs qui les soutiennent. Or ni le CCI-POI, ni le CCI-POID n'abordent cette question décisive, qui à mon avis était la seule qui méritait une discussion sérieuse avant d'adopter une position. - Tardieu)

Toujours à la recherche d'un substitut à la construction du parti, et désormais à la traîne du populisme mouvementiste de Mélenchon (qui, revendiquant de « fédérer le peuple », rejette les partis et ignore les syndicats), la direction du CCI écrit que le capital financier « cherchera à se tourner vers le seul facteur d'ordre susceptible aujourd'hui d'éviter une confrontation frontale avec la classe, les directions du mouvement ouvrier ». Que le gouvernement Macron cherche et cherchera à intégrer les organisations syndicales, c'est une évidence. Qu'il y ait aux sommets de ces organisations une certaine perméabilité à ces pressions, que certains dirigeants soient prêts à faire un pas – et même plusieurs – dans ce sens, c'est dans l'ordre des choses. Ce qui est étonnant, c'est que les dirigeants du CCI écrivent cela maintenant, après avoir fait mine de l'ignorer pendant des années. Cette brusque déception amoureuse ne peut cependant justifier de « passer de l'autre côté du cheval ». Les choses ne sont pas jouées. Les organisations syndicales sont des organisations de classe. Il y aura débat en leur sein et il y a tout lieu de considérer que la résistance des militants interdira leur intégration corporatiste. Mais aux dirigeants du CCI qui semblent vouloir brûler aujourd'hui ce qu'ils ont adoré hier, on fera observer que ce qui pèse lourdement dans le sens de l'intégration corporatiste des organisations syndicales, c'est l'intégration de Mélenchon lui-même (intégration revendiquée) dans la perspective du gouvernement de cohabitation. C'est le fait que, passés les discours de la campagne présidentielle sur une éventuelle VIe République, La France insoumise se soumet au cadre des institutions et, de ce fait, accentue la pression sur les organisations ouvrières pour qu'elles s'y alignent.

(Laissons les dirigeants du CCI-POI et du CCI-POID se déchirer entre eux, leur polémique porte sur des positions qu'ils ont partagées pendant des décennies, leurs critiques valent réciproquement et ne nous intéressent pas, personnellement j'ai rompu avec ce courant politique. - Tardieu)

Voilà, mon cher camarade, les quelques réflexions que m'inspire la lecture de cette résolution de la DN du CCI. Pour moi, cette résolution vérifie notre analyse : à la racine de la crise qui a vu l'éclatement du CCI en juin 2015 et, à sa suite, de la IVe Internationale, il y avait le renoncement à construire le parti révolutionnaire et la recherche de voies de traverse et de substituts. Ce qui conduit, en toutes circonstances, au ralliement inconditionnel aux appareils, aujourd'hui : au programme et à la politique de La France insoumise.

(Id. - Tardieu)

Je suis convaincu que ce nouveau développement suscitera des discussions, des réactions et une résistance à cette remise en cause des acquis de la IVe Internationale.

Pour notre part, tu le sais (puisque tu as acheté la revue L'Internationale n° 6), nous avons, dans la préparation de la Conférence internationale du CORQI et du 52e Congrès de la section française entrepris une élaboration et ouvert une discussion, sur les racines de la crise. Les militants du CCI (toi-même) êtes fraternellement invités à vous exprimer dans le cadre de cette discussion, à faire connaître votre point de vue, vos désaccords, si vous le souhaitez.

En dépit de tout ce qui a pu nous séparer, je t'adresse, mon cher camarade, mes fraternelles salutations.

D. A.

P. S. : Au moment de conclure cette lettre me parviennent des tracts du POI mettant en oeuvre cette nouvelle orientation. Celui de Paris 18e dénonce la candidature soutenue par le PCF et appelle à voter pour les candidats de La France insoumise « qui prolongent le mouvement des millions de travailleurs, jeunes, militants ouvriers qui en votant Mélenchon ont indiqué leur volonté de rupture avec le quinquennat ». Celui de Mantes dénonce « la droite affairiste et clientéliste » et appelle à voter pour « de jeunes candidats éloignés des querelles locales et des vieilles rivalités suicidaires » et appelle à « une République laïque, démocratique et sociale » (c'est à dire les termes de la Constitution de la Ve République).

(Et du discours du POID, ma foi, ils nous prennent pour des illettrés et des amnésiques, c'est incroyable ! Ils sont pitoyables, incurables décidément. - Tardieu)

(1) Interview reproduite dans « Europe solidaire », 12 avril 2017.?

Communiqué de presse du POID

64 candidats aux législatives, pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République, pour une Assemblée constituante souveraine, pour un gouvernement ouvrier.

Le 7 mai, Macron a été élu. Mais les faits établissent qu'il est ultra minoritaire. Le président Macron est illégitime. Il a annoncé son programme : la poursuite de la destruction du Code du travail et la précarisation généralisée, la destruction de la Sécurité sociale, la liquidation des régimes de retraites, une baisse supplémentaire de 60 milliards d'euros des dépenses publiques... tout cela en application des directives de l'Union européenne. Pour appliquer son programme, il prétend utiliser tous les instruments antidémocratiques de la Ve République, à commencer par les ordonnances.

Face à ce programme de guerre contre la classe ouvrière et la démocratie politique, les représentants des grandes formations politiques – F. Baroin, J. C. Cambadélis, B. Hamon, P. Laurent, J. L. Mélenchon – ont tous indiqué qu'ils s'engagent, en cas de victoire, à gouverner avec

Macron, soit dans le cadre d'une nouvelle majorité présidentielle, soit dans le cadre d'une cohabitation.

Mais sous la Ve République, la cohabitation entre le président et le Premier ministre a pour seule fonction de permettre, quelles que soient les circonstances, que le président préside et fasse respecter la Constitution, dont l'article 88-1 exige la stricte application des directives européennes.

Partisan d'un gouvernement ouvrier, le Parti ouvrier indépendant démocratique présente 64 candidats dans 35 départements, contre toute cohabitation, pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République, pour une Assemblée constituante souveraine.

Au moment où l'offensive fait rage contre les partis, le POID réaffirme qu'il ne saurait y avoir de démocratie politique sans partis ni syndicats et que la classe ouvrière a besoin d'un parti ouvrier pour défendre et représenter ses intérêts.

Dans chacune de ces circonscriptions, les candidats du POID lient les combats généraux contre les diktats de l'Union européenne – destruction du Code du travail, de la Sécurité sociale, des services publics, de l'industrie – et leur déclinaison particulière.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique – parti de lutte de classe – combat pour un gouvernement ouvrier, ce qui est incompatible avec toute cohabitation dans le cadre des institutions de la Ve République. Partisan de l'unité ouvrière et de la démocratie, le POID appelle toutes celles et tous ceux qui rejettent toute légitimité au président Macron et veulent combattre pour la liquidation des institutions de la Ve République et de l'Union européenne à agir dans l'unité sur cet objectif commun. Fin.

La voix de l'Opposition de gauche - Vos candidatures sont des candidatures de division destinées à fournir à Macron un rapport de forces favorable pour appliquer sa politique au bulldozer.

99,99% des travailleurs ne liront pas ce communiqué de presse, dont le contenu ne dépasse pas le niveau du lieu commun, figé, fossilisé, donc sans intérêt. Si vous croyez qu'affirmer qu'aucune autre politique ne verra le jour sous la Ve République fait avancer les choses, vous devez être les seuls à le croire. Les travailleurs viennent d'en faire l'expérience pendant 59 ans et cela fait aussi 59 ans que vous leur servez le même discours sans que cela n'ait abouti à quoi que ce soit concrètement, il faut donc en déduire que le problème est ailleurs... Tenez, je vais vous mettre sur la piste.

Vous feriez mieux de vous demander pourquoi aussi peu de travailleurs rejoignent votre parti ou toutes les formes d'organisations que vous leur proposez, cela vaut pour le passé évidemment, pourquoi ils sont si nombreux à se tourner vers FI, pourquoi vous n'êtes jamais parvenu à susciter un tel espoir chez les travailleurs, et ne répondez pas que c'était parce qu'ils ne pouvaient pas s'élever massivement au niveau du socialisme puisque l'on sait que spontanément c'est impossible, relisez Lénine si nécessaire et ne nous prenez pas pour des imbéciles.

Parole d'internaute

- "Je suis moyennement convaincu par tous ces géopolitologues qui nous expliquent que si nos diplomaties font n'importe quoi c'est parce qu'elles sont trop préoccupées de valeurs...

La réponse se trouve dans les actes, les alliés, et les résultats. Je ne vois pas beaucoup de valeurs dans les actions, les alliés et les résultats de l'Occident. Quelles valeurs nous poussent à soutenir les milices néonazies en Ukraine? Les décapiteurs "modérés" en Syrie? A nous allier aux pétromonarchies du Golfe?

Peut on être directeur de recherches à l'iris et être naïf comme un enfant?"

L'Iris est noyauté par les néoconservateurs, je vous le dis en passant. Les valeurs sont le cache-sexe du néolibéralisme ou des néoconservateurs, qu'ils se disent de droite ou de gauche, de gauche de préférence. Ces valeurs associées à des intentions inavouables ont le même pouvoir que des bombes à fragmentation, ils vont pouvoir atteindre différents objectifs ou différentes couches de la population en même temps, un vrai bonheur !

Ils avancent ces valeurs pour mieux les combattre parce qu'elles sont incompatibles avec les besoins de l'oligarchie. Et le plus fort, c'est que personne n'osera remettre en cause leur prétention à incarner ces valeurs. Il suffit qu'ils le proclament pour qu'on soit prié de les croire sur parole et le tour est joué. Par exemple, les oligarques ne sont-ils pas de grands philanthropes, alors pourquoi leurs représentants seraient-ils animés de mauvaises intentions envers les peuples, franchement. Et ça marche, en marche !

Macron ou l'infant de Rothschild.

"Ca fait rien", ce n'est pas lui qui gouvernera, mais les idéologues néoconservateurs de l'oligarchie.

Bayrou, le 22 février 2017- "C'est un truc bizarre, président de la République. Vous n'avez pas l'âge qu'il faut mais ça fait rien." huffingtonpost.fr 09.05

Sous la tutelle de sa baladine.

- "Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire": Quand Brigitte Macron tape sur les doigts de son mari. - huffingtonpost.fr

On entend notamment Emmanuel Macron demander des chocolats, mais son épouse ne l'entend pas de cette oreille: "Je ne veux pas que tu manges des saloperies!". huffingtonpost.fr 08.05

Na ! Vous avez vu le niveau, il a 39 ans. Alors on comprend pourquoi il est aussi vide ou creux, hormis lorsqu'il a mémorisé les réponses aux questions qu'on va lui poser et qui lui ont été soufflées par Attali et Cie. Sa baladine doit ignorer que le chocolat est riche en magnésium et que c'est bon pour le cerveau...

Régime totalitaire. Au pas !

Au pas en monarchie absolue !

- Ministres : Emmanuel Macron exige confidentialité et discipline - Franceinfo

- Couleuvres - Liberation.fr

Premier plat servi à la table du Conseil des ministres : une assiette de couleuvres. Celles que les impétrants venus d'ailleurs sont bien forcés d'avalier... Liberation.fr 19.05

Avaler des couleuvres : subir des affronts sans protester, accepter, supporter comme des vérités n'importe quelles déclarations. (Le Grand Robert de la langue française)

- Édouard Philippe dévoile sa méthode anti-couacs et met en garde les ministres de son gouvernement - Le Huffington Post

Dans Le JDD ce dimanche 21 mai, le premier ministre Edouard Philippe dévoile ce qui ressemble à une stratégie anti-couacs et qu'il présentera plus longuement lors du prochain Conseil des ministres. L'ancien maire du Havre confirme et explicite un peu plus ce que le chef de l'Etat avait ébauché durant le premier rendez-vous de son équipe ministérielle, jeudi matin.

Cette ligne directrice tient en quatre mots: "collégialité, efficacité, loyauté et exemplarité". Cela est finalement très fidèle à l'esprit de la Ve République et à la volonté édictée par chaque exécutif. Le tout est en réalité de savoir si les ministres se plieront à l'exercice; dans la semaine, Annick Girardin -passée de la Fonction publique à l'Outre-mer- a par exemple dit son scepticisme à l'égard de la suppression des 120.000 postes de fonctionnaires.

Pas de communication avant un arbitrage

Edouard Philippe les met en garde sur deux points. Une fois une décision arbitrée, ils devront tous s'y tenir. "La liberté intellectuelle et la diversité des ministres ne seront un atout que si, une fois passé le temps de la discussion, il y a une parfaite loyauté vis-à-vis des décisions arbitrées", lance le premier ministre. Il donne une deuxième consigne en amont de ces arbitrages. "Personne n'a vocation à exposer sur la place publique des positions qui ne sont pas arbitrées", estime-il dans une volonté de "ne pas nourrir un bavardage permanent".

Le chef du gouvernement lui même se refuse à faire tout annonce au cours de cette longue interview au JDD. Sur Notre-Dame-des-Landes, sur le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et même sur la réforme du code du Travail, le premier ministre n'évoque aucune décision ferme. "Nicolas Hulot et moi souhaitons que toutes les options soient sur la table", dit-il à propos de l'aéroport nantais. "Laissons le ministre des Comptes publics (Gérald Darmanin, nldr) examiner ce dossier", élude-t-il sur la réforme des impôts qu'Emmanuel Macron aimerait enterrer.

Et Edouard Philippe de conclure en évoquant sa méthode. "Un chef, ce n'est pas quelqu'un qui prend les décisions seul à la place des autres. Un bon premier ministre doit faire en sorte que les décisions soient discutées, instruites, tranchées puis appliquées", affirme-t-il. Le Huffington Post 21.05

Avant-hier on se moquait de Macron et son gouvernement composé de figurants, de pions, 24 heures plus tard on en avait confirmation.

Les membres du gouvernement sont appelés à se soumettre sans broncher au nouveau monarque ou à se démettre. On se demande comment peuvent se passer les conseils des ministres sachant que Macron n'est maître ni de sa parole ni de ses actes, n'a aucun pouvoir. En amont, Attali et sa clique doivent avoir rédigé des notes destinées à chaque ministre, fixé leurs tâches et objectifs, j'imagine qu'ils doivent être accompagnés d'une note explicative pour qu'ils comprennent ces instructions et les appliquent à la lettre. Et s'ils posent des questions, Macron y répondra s'il possède déjà des réponses toutes prêtes, sinon il les renverra vers leur chef de cabinet ou les technocrates qui ont préparé ces dossiers. Et surtout en aucun cas ils ne devront prendre des initiatives sans en avoir référé au préalable à Macron, le Premier ministres ou les personnes habilitées à juger de leur opportunité ou non.

Le Conseil des ministres aussi secret qu'une réunion du groupe Bilderberg.

- Après un Hollande trop bavard, un Macron mutique inquiète les médias - AFP

L'Élysée version Macron limite pour l'instant au maximum les contacts avec les médias, veut choisir les journalistes qui suivent le président et a tenu jeudi la presse à l'écart des nouveaux ministres, des pratiques aux antipodes de l'ère Hollande qui inquiètent les médias.

Après une campagne sur tous les plateaux et dans tous les journaux, à l'Élysée, c'est le silence radio. Un "verrouillage" difficile à l'heure des réseaux sociaux et de l'information en continu.

Emmanuel Macron applique son credo d'un président à "la parole rare", pour re-sacraliser une fonction qu'il jugeait galvaudée sous Nicolas Sarkozy et François Hollande, omniprésents dans les médias et friands de "off" avec les journalistes.

Depuis dimanche, les journalistes n'ont que très peu de contacts avec ses communicants, placés sous la houlette de Sylvain Fort et Sibeth Ndiaye.

D'abord mise sur le compte du flottement des premiers jours d'installation, cette volonté de secret s'est manifestée de manière flagrante jeudi lors du premier Conseil des ministres: journalistes et photographes ont été priés de quitter la cour d'honneur de l'Élysée, sans pouvoir, comme c'est l'usage, interroger et filmer les ministres à la sortie.

De plus, lors de son premier point de presse après le Conseil, le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a longuement souligné que le président exigeait de ses ministres "confidentialité" et "discrétion" envers la presse.

"Les journalistes ne manqueront pas de continuer à poser des questions, mais il appartiendra à chacun des ministres de veiller au respect de ce qui se discute au sein du Conseil des ministres", a-t-il averti.

Décision encore plus inhabituelle: pour le déplacement d'Emmanuel Macron au Mali vendredi, les responsables presse de l'Élysée ont contacté directement les journalistes qu'ils veulent inviter, sans laisser ce choix aux rédactions, une entorse sans précédent aux relations entre pouvoir et médias.

"Le président souhaite pouvoir emmener des spécialistes, plutôt que la presse politique", a fait valoir son entourage.

Ce choix délibéré est très mal passé dans les rédactions. Christophe Castaner s'est vu accusé de vouloir "verrouiller la communication", ce qu'il a nié, et a dû faire face à une rafale de questions critiques.

"Le fait que la cour d'honneur ait été fermée, qu'il n'y ait pas de caméra de pool pour filmer la photo de famille, que l'Élysée choisisse quelle rédaction, et pire quels journalistes au sein des rédactions, est amenée à suivre les déplacements du président.. Rassurez-moi M. Castaner, ça va bien se passer entre vous et la presse?" lui a lancé un journaliste de l'émission "Quotidien".

Des questions éludées par le porte-parole, qui s'est contenté d'invoquer des problèmes de sécurité et de délai d'organisation. "J'entends bien vos inquiétudes, je les relaierei", a-t-il cependant répondu, en promettant de respecter les conditions de travail des médias.

Il a aussi promis que, "dès la semaine prochaine", les journalistes pourront de nouveau interroger les ministres à la sortie du Conseil, expliquant que l'interdiction de jeudi était liée à la prise de la photo du gouvernement, sur le perron de l'Élysée.

Pour mieux se faire entendre, jeudi après-midi, dans une lettre ouverte au président, les sociétés des journalistes d'une vingtaine de grands médias (AFP, BFMTV, Europe 1, Le Figaro, France Info, France Inter, Libération, Mediapart, Le Parisien, Le Point, RFI, RTL, RMC, TF1, Télérama, Le Monde...) et Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières, ont fait part à Emmanuel Macron de leurs "inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle en train de se mettre en place". AFP18.05

Crime de lèse-majesté envers les scribouillards du régime

- « Monsieur le président, il n'appartient pas à l'Élysée de choisir les journalistes » - lefigaro.fr

LETTRE OUVERTE. Une vingtaine de rédactions, dont « Le Figaro », signent une lettre ouverte au président de la République afin de lui « transmettre nos inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle ».

Monsieur le Président,

Vous effectuez demain votre premier déplacement de chef d'Etat au Mali. Avant votre décollage, nous souhaitons vous transmettre nos inquiétudes quant à l'organisation de la communication présidentielle qui est en train de se mettre en place depuis votre entrée en fonction.

Pour des raisons de place ou de sécurité, nous comprenons la nécessité de constituer des pools de journalistes - parfois, et à condition que toutes les rédactions y aient accès selon un roulement établi. En revanche, il n'appartient en AUCUN CAS à l'Élysée de choisir ceux d'entre nous qui ont le droit ou non de couvrir un déplacement, quel qu'en soit le thème (défense, diplomatie, économie, éducation, social...). Ce n'est pas au président de la République, ou à ses services, de décider du fonctionnement interne des rédactions, du choix de leurs traitements et de leurs regards. Ce choix relève des directions des rédactions et des journalistes qui les composent, qu'ils soient permanents ou pigistes, JRI ou reporters, photographes ou dessinateurs.

Aucun de vos prédécesseurs ne s'est prêté à ce genre de système, au nom du respect de la liberté de la presse. Alors que la défiance pèse de plus en plus sur l'information, choisir celui ou celle qui rendra compte de vos déplacements ajoute à la confusion entre communication et journalisme, et nuit à la démocratie.

Premiers signataires: Les sociétés des journalistes de l'AFP, BFM TV, Les Echos, Europe 1, Le Figaro, Rédaction nationale de France 3, France Info, France Inter, Libération, les JT de M6, Mediapart, Le Monde, Le Parisien, Le Point, RFI, RMC, RTL, Télérama, TF1

Jean-Philippe Baille, directeur de la rédaction de RTL
Frédéric Barreyre, directeur de la rédaction de France Culture
Luc Bronner, directeur de la rédaction du Monde
Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières
Guillaume Dubois, directeur de L'Express
Nassira El Moaddem, directrice du Bondy Blog
Jean-Marc Four, directeur de la rédaction de France Inter
Johan Hufnagel, directeur des éditions de Libération
Laurent Joffrin, directeur de la publication de Libération
Eric Kervellec, directeur de la rédaction de France Info
Edwy Plenel, directeur de Mediapart
Alexis Brézet, directeur des rédactions du Figaro. lefigaro.fr 18.05

En complément. Quand les larbins se mettent à baver sur leur maître, ingrats!

- Travail de sagouin", "gros connard"... Quatre fois où Emmanuel Macron et son équipe s'en sont pris aux journalistes - huffingtonpost.fr

L'émission "Quotidien", le magazine "Les Inrocks" ou encore France 2... Ces dernières semaines, de nombreuses rédactions ont subi le courroux de l'équipe du président.

Sylvain Fort, le responsable des relations presse d'En Marche! et futur chef de la communication élyséenne, n'a pas supporté cette question posée par un journaliste de "Quotidien" à Emmanuel Macron : "La Rotonde, c'est votre Fouquet's ?".

Furieux, le communicant contacte alors Yann Barthès en le traitant de "gros connard" et de "débile profond", cette dernière insulte étant contestée. Sur le terrain, les équipes de TMC se verront appliquer des mesures de rétorsion allant de pressions directes à la menace de boycott en passant par un accès désormais plus restreint au candidat Macron, rapporte Le Monde.

Au soir du second tour, un autre épisode déplaît aux équipes du désormais président élu. Pendant sa couverture de la soirée électorale, France 2 diffuse le discours de Jean-Luc Mélenchon.

Le directeur de l'information de France Télévisions, Michel Field, reçoit alors un coup de téléphone. Au bout du fil, un conseiller du président fraîchement élu est furieux et critique ce choix éditorial. "J'ai mis ça sur le compte de l'exaltation de la soirée, excuse Michel Field. Ils ont dû se chauffer la tête. Je leur ai expliqué le b.a.-ba de l'information et de la priorité au direct."

Le documentaire "Emmanuel Macron : les coulisses d'une victoire", diffusé sur TF1 au lendemain de l'élection du champion d'En marche !, comporte une autre séquence révélatrice. On y voit Sibeth Ndiaye, l'incontournable chargée des relations presse du candidat, passer un savon à un journaliste des Inrocks. Elle lui reproche un article intitulé : "Macron prend la défense de La Manif pour tous et revendique de parler avec Zemmour et de Villiers". Les Inrocks reprennent une interview d'Emmanuel Macron dans L'Obs. Le candidat y déplore "l'humiliation" qu'auraient subie, selon lui, les opposants au mariage pour tous, après l'adoption de la loi Taubira.

"Je me permettais de vous appeler parce que j'étais un peu étonnée par un titre dans un papier sur votre site internet. Vous indiquez que Macron prend la défense de La Manif pour tous et revendique de parler avec Zemmour et de Villiers. Son propos est légèrement plus nuancé, en particulier concernant Zemmour", commence-t-elle. Et elle poursuit, furieuse : "Non, il n'a pas dit : 'On a humilié La Manif pour tous, putain !' Faites votre boulot les gars aussi. Non mais là, ça me saoule. Franchement, là, je suis saoulée(...) Ça, c'est pas du travail de journaliste. C'est du travail de saoulin." huffingtonpost.fr 19.05

- Les casseroles du gouvernement - Franceinfo

Mediapart a fouillé dans le passé des nouveaux ministres, et personne n'est épargné. A commencer par le Premier ministre. En 2014, Edouard Philippe n'a pas joué le jeu de la transparence. Il n'a pas indiqué la valeur de ses biens immobiliers dans sa déclaration, que tous les députés devaient remplir. Il a écopé d'un blâme de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Gerard Collomb, ministre de l'Intérieur, traîne lui une vieille affaire. Dans les années 90, il est député du Rhône et conseiller municipal d'opposition à Lyon. Il est entendu en 2006 par la justice comme témoin dans une affaire de détournement de subventions. Fondateur de l'association mise en cause, il ne sera finalement pas inquiété. "PenelopeGate" version Le Maire

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a eu son petit "PenelopeGate" ! En 2013, il est accusé d'avoir rémunéré sa femme en tant qu'assistante parlementaire pendant 6 ans, sans qu'elle n'ait jamais vraiment travaillé.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail est quant à elle concernée par une enquête de l'Inspection générale des finances. En cause, une soirée à Las Vegas en 2016 en l'honneur d'Emmanuel Macron. Cette fête qui a coûté 381 000 euros était organisée par Business France, dont Muriel

Pénicaud était directrice générale à l'époque. Il y aurait donc eu un manquement au code des marchés publics. Franceinfo19.05

Le ministre de la Justice et son parti (notamment) sont corrompus jusqu'à l'os.

- [Bayrougate 1] Fictif(s) : deux ans à l'UDF payé par la République, par Nicolas Grégoire - Les-crises.fr 19.05

Source : Nicolas Grégoire, pour Medium, le 2 avril 2017.

Emploi fictif. Le terme resurgit de scandale en scandale. Pendant presque deux ans, j'ai eu deux emplois fictifs. A l'Assemblée nationale, et au Sénat. Je percevais un salaire, des fiches de paie, pour une activité que je n'exerçais pas. Jamais personne ne s'en est ému. Pourquoi suis-je le seul, en vingt ans, à l'avouer sans contrainte ?

Durant mon séjour rue de l'Université, bordée par l'Assemblée, quadrillée de partis politiques et refuge de l'ENA, je n'ai vu mes parlementaires, Jean-Jacques Hyst et Ambroise Guellec, que trois fois. Pour signer mes contrats. Pour travailler une matinée à trier du courrier. Et enfin, vidé et amer, en perte totale de repères, pour demander à être licencié.

Fraîchement diplômé en journalisme européen, c'est un peu par hasard que j'ai rejoint l'équipe de Force démocrate, jeune parti d'un petit nouveau plein d'ambition : François Bayrou.

Démocratie Moderne, magazine du parti dont Bayrou était directeur de la publication, cherchait un rédacteur. Jeune, malléable, pas regardant sur le salaire et recommandé par un ancien cadre, j'ai fait l'affaire.

"Force démocrate, c'est le parti qui monte, avec six ministres au gouvernement", me confie d'un ton feutré Rémy le Gall, rédacteur-en-chef de Démocratie Moderne, peu avant mon embauche. "Au début, il faut faire profil bas, surtout ne menacer personne. Et après, tout naturellement, tu t'imposes, comme une évidence."

A peine arrivé, je suis appelé au bureau de Huguette Ducloux, directrice des services. "Le parti n'a pas beaucoup d'argent, donc les parlementaires détachent des assistants pour nous aider", me dit-elle. "L'utilisation des fonds est à leur discrétion, mais si l'on vous demande ce que vous faites au parti, vous ne dites pas que vous y travaillez. Vous dites que vous êtes un militant", conclut-elle avec un demi-sourire entendu. Deux affirmations contradictoires dans une même phrase. Double langage politique, auquel j'allais vite m'habituer.

Au pouvoir

Au cours des mois, je découvre les nombreux avantages de l'appartenance au "troisième plateau" de Force démocrate, qui allait dévorer l'UDF. A un poste modeste mais stratégique, je fais partie du clan. Le clan protège les siens. Et le pouvoir corrompt.

Besoin d'envoyer quelque chose du bureau ? Colis et lettres sont livrés par des motards de la gendarmerie nationale, qui font les coursiers pour le parti sans broncher. "Je t'envoie un motard !"

Problème avec la banque ? Il suffit de tourner son siège. "Dis moi, tu as un contact pour ma banque à Paris ?" Au services des élections, quelqu'un lève le nez et s'empare d'un énorme Rolodex, qu'il appelle "la bomba". "Bouge pas... Voilà. Tu notes ?" Le directeur de la banque au détail d'une grande banque à trois lettres est dérangé en pleine réunion sur sa ligne directe. Mon agence passera des lettres de menaces à l'obtention d'un prêt. En me déclarant fonctionnaire. Et en saisissant de fausses données financières dans son système informatique, "pour que ça

passé". Prêt que, gagnant 9200 francs par mois (1405 €) je ne rembourserai jamais. La banque à trois lettres ne fit jamais valoir sa créance.

Vol d'une console vidéo dans mon bagage à Orly ? Un fax autoritaire à Aéroports de Paris, avec en-tête de l'Assemblée. Je suis immédiatement remboursé, sans demande de justificatifs. Je réalise que j'aurais pu inventer un ordinateur portable, engranger des milliers d'euros.

Contrôle routier ? Le motard regarde ma carte du Sénat avec autorité. "Et vous êtes assistant de quel sénateur ? Depuis combien de temps ?" En costume de banquier, je hausse immédiatement le ton. "Non mais dites donc, vous allez arrêter de m'emmerder, ou vous allez avoir de gros problèmes !" En à peine un an, j'ai adopté du politique le langage, dont la classique menace de "problèmes". Immédiatement, son binôme plus âgé le pousse de côté. "Excusez-le monsieur. C'est un jeune, il est pas habitué. Excusez-le". "Bon, ça va." Je repars en trombe, énervé d'avoir été pris de haut par ce qui n'est plus pour moi qu'un coursier.

Une matinée à l'Assemblée

Député mais aussi vice-président du Conseil régional de Bretagne, Ambroise Guellec fit un jour part de son déplaisir de me voir passer mon temps au parti. Je me retrouve dans son petit bureau de la rue de l'Université. En bon assistant, je commence par trier le courrier. Demande après demande d'aide, de subventions, de locaux. Certains y incluent, naïfs, leur carte du parti. Une lettre et un projet sortent du lot. Je passe à Guellec : "ça m'a l'air bien, ça." Après un bref coup d'œil, il la repose sur mon liège. "Non, on ne peut pas les aider". Je demande pourquoi. Il me regarde, visiblement exaspéré. "Mais parce que c'est une association de gauche !"

Le soir même, je reviens "au siège" et demande à Rémy le Gall de me sortir de cette situation. "Tu y vas, et tu lui dis que t'as pas le temps", me répond-il tranquillement. "Mais comment ça, je peux pas lui dire ça !" Le Gall me jette un de ses sourires narquois. "Tu lui dis que tu as vu ça avec Bayrou."

C'est ainsi que, le lendemain, j'annonce à un parlementaire que mon activité illégale étant trop prenante, je ne vais plus bosser pour lui. "Et bien si c'est ça, j'arrête de payer !" me lance-t-il. "Non, je réponds tranquillement. J'ai vu ça avec François. Vous allez continuer à payer. Et je ne travaillerai plus pour vous." Il baisse la tête, vaincu. Le pouvoir n'est pas toujours où l'on croit.

Fin de partie

Tout commence avec la fille de l'accueil. Appelons-la Emilie. Dans l'entrée du siège, spartiate espace sur cour composé d'un bureau, d'un canapé et de l'escalier principal, elle arrondit ses fins de mois en faisant la permanence du soir. Elle est très belle, rayonnante. Nous flirtons. Un soir, elle m'appelle. Et me dit s'être fait agresser sexuellement par Le Gall.

Les policiers refusent de prendre sa plainte. Elle me raconte aller de commissariat en commissariat avant de comprendre la futilité de sa démarche. Le lendemain, elle décide d'en informer Ducloux. Qui, me dit-elle, l'écoute patiemment, puis lui dit "à qui cherchez-vous à nuire ?" Emilie n'en trouve plus ses mots. Elle quitte le siège en pleurs.

La rumeur, grâce à moi, enfle. En comité de rédaction, Rémy le Gall prend les devants. "J'imagine que vous avez entendu les accusations portées contre moi. Tout cela est bien évidemment faux. Je pense ne pas avoir besoin de ça pour séduire". Pour garder mon job, je me tais. C'est à mon tour de baisser la tête. "Rémy. Tu ries comme lui", me dit Emilie, soudain distante. La lune de miel est terminée.

Un conseiller municipal me propose un HLM. 80 m² dans le 12e, pour 190 €. “Là j’ai un pompier, et puis après je t’en file un, si tu veux.” Je refuse. “C’est gentil, mais je suis sûr que d’autres gens en ont plus besoin que moi.” Il est stupéfait. On me propose la fédération des Jeunes du 8e. Je refuse. Maintenant le clan se méfie. Les regards changent. Et puis vient ce déjeuner. Lors d’une grande tablée à La Poule au Pot, cantine officieuse de l’UDF, quelqu’un me reproche d’être un jeune apparatchik, mené uniquement par l’ambition. “C’est vrai, j’aime les responsabilités. Mais au fond, si je fais ce métier c’est pour, un jour, aider la France.” La salle hurle de rire. Rémy le Gall, rouge pivoine et larme à l’œil, se tourne vers moi. “Tu es un idéaliste, c’est bien !” Et j’ai compris qu’il fallait partir. Que ces gens me menaçaient. Au plus profond de mon être.

Que sont-ils devenus ?

En 1999, Huguette Ducloux devient conseillère de Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen. Elle est aujourd’hui retraitée.

Rémy le Gall devient directeur de la communication de la mairie de Versailles. Scénariste de bande-dessinée, il publie quatre fictions sur la politique. En 2012, il est décoré Chevalier des Arts et Lettres. En 2016, il est condamné à six mois de prison pour harcèlement sexuel sur quatre de ses subordonnées. Durant son procès, il est décrit comme faisant “régner la terreur, la manipulation et le mensonge”.

En 2004, Jean-Jacques Hiest est élu président de la Commission des Lois du Sénat. En 2015, il est nommé au Conseil constitutionnel. Hiest siège également à la Haute Cour de justice de la République. Il est décoré Chevalier dans l’ordre des Palmes académiques.

Ambroise Guellec reste vice-président de la région Bretagne jusqu’en 2004. Il y est toujours conseiller régional.

De ralliement en retournement, François Bayrou est sûrement toujours convaincu d’être, un jour, président de la République. La moralité et l’exemplarité sont ses derniers chevaux de bataille. Épilogue

Aujourd’hui, je me revois dans cette période un peu comme un étranger. Un nihiliste qui, à la moindre difficulté, cherchait à écraser. Un homme que le titre gonflé, “je suis attaché parlementaire”, suffisait à faire passer devant tout le monde aux urgences, sans avoir rien demandé. Comme tous les politiques, le pouvoir m’aidait à panser des plaies profondes, allant jusqu’à l’enfance.

Je vois aisément pourquoi, après des décennies d’impunité, François Fillon ne comprend pas qu’on l’emmerde “pour des costards” ou son indemnité parlementaire. Sa réalité n’est pas la nôtre.

Devant les affaires, je regarde les pantomimes d’outrage et les appels au complot avec une ironie toute professionnelle. L’enrichissement, les cadeaux, les voyages, les grands travaux avant les municipales, les élections internes truquées... Je n’ai plus jamais voté. Les sortants sont balayés. Les nouveaux jurent que tout va changer. Et on recycle. Ad nauseam. Malgré tout j’ai mal. Pour mon pays, car j’y habite. Et parce que j’ai cru en lui.

Dans son livre “Les mains propres”, publié en 2014, Corinne Lepage écrit : “Lorsque j’ai été élue au Parlement européen en 2009, le MoDem avait exigé de moi qu’un de mes assistants parlementaires travaille au siège parisien. J’ai refusé en indiquant que cela me paraissait d’une part contraire aux règles européennes, et d’autre part illégal. Le MoDem n’a pas osé insister mais mes collègues ont été contraints de satisfaire à cette exigence.”

Bayrou, évidemment, nie. En politique, il faut toujours nier. Même la main dans le sac. “Si ça se sait, il niera”, ai-je tellement entendu sur d'autres sujets. Il me semblerait un peu naïf de ne pas y voir un système. Un système peut-être accentué chez les petits partis, qui n'ont pas beaucoup de subventions. Mais dont on retrouve la trace du PS au FN. Un système dans un monde politique qui se juge lui-même. Se finance lui-même.

Et se renouvelle entre lui. C'est cette impunité, cette indignité cachée entre phrases choc et plateaux télé, qui a fait le lit de l'extrémisme qui sans une révolution morale finira, un jour, à l'Elysée.

Aujourd'hui je regrette d'avoir délaissé une carrière de journaliste pour, même de quelques décimales, participer à la lente putréfaction des institutions françaises. Et je regrette d'avoir joui de cette impunité, qui transforme tant de politiques en fossoyeurs du bien public. “Tu te rends compte que tu vas être diabolisé ? Tu ne pourras plus travailler nulle part”, me dit un ancien du Figaro. Fonctionnement mafieux. Où seule la loyauté est récompensée. Et la trahison punie. Parfois jusqu'à la mort. “Qu'ils viennent. De toutes façons, je ne peux pas tomber de ma fenêtre, j'habite au rez-de-chaussée !”

- [Bayrougate 2] Réactions après l'accusation d'emplois fictifs contre Bayrou - Les-crisis.fr 19.05

Pas avant le deuxième tour, par Nicolas Grégoire

Source : Nicolas Grégoire, pour Medium, le 3 mai 2017.

En dénonçant Bayrou, je voulais changer la politique. Censuré, espionné, cambriolé, j'ai découvert que je ne pouvais pas gagner.

Le 2 avril, j'ai décrit dans une tribune mon parcours dans les bas fonds de la politique. Emplois fictifs, extorsion, agressions sexuelles, tout y était, version François Bayrou. Plus de soixante-dix mille lecteurs plus tard, j'ai découvert les dessous d'une élection ou tout s'accordait, jusqu'au sommet de l'Etat, pour protéger Emmanuel Macron. Chronique d'un échec annoncé. Et d'une France qui n'est pas la nôtre.

Maintenant ou jamais

“Bonjour ! Je m'appelle Nicolas Grégoire, j'ai eu deux emplois fictifs à l'UDF pour François Bayrou. Et aujourd'hui, je balance”

C'était le bon moment : un mois avant le premier tour. Dans une élection qui s'annonçait serrée. Avec un bon texte, des preuves et une campagne sur les réseaux sociaux, tout le monde m'entendrait. Les médias, d'abord réticents, finiraient par relayer. Et François Hollande, soucieux de sa réputation et peu enclin à protéger ennemis et traîtres, resterait neutre.

En lisant mon brouillon, mes amis découvrent un Nicolas inconnu, un peu inquiétant. “Tout est vrai, sauf le rez-de-chaussée. Je préfère qu'on ne sache pas à quel étage j'habite”. Après quelques jours de relecture, ma souris reste comme suspendue au-dessus de Publier. Le temps ralentit. Avec l'angoisse des grandes décisions, mon doigt s'écrase sur le bouton.

Quinze minutes de célébrité

“Si vous devez lire une chose aujourd'hui, lisez-ça. Vraiment” ?—?quelqu'un sur Twitter

D'abord partagé par trois personnes, Fictif(s) se propage sur les réseaux sociaux. De programmeur en programmeur. Puis un journaliste informatique. Puis France Culture. Puis Cécile Dufлот. Puis tout le monde. Pendant deux jours je regarde, fasciné, mon histoire silloner la France. Et faire le tour des rédactions.

Très vite, les demandes d'interviews arrivent. En choisissant mes mots, je leur dis la même chose. Oui, la politique, c'est vraiment ça : les avantages, les passe-droits. La vie en première classe. Oui, les emplois fictifs sont répandus. Dans tous les partis. "Ah bon, François Bayrou ne me connaît pas ? Pourtant, quand il y avait une coquille dans le journal du parti, il savait où me trouver !" J'insiste sur l'urgence de changer la vie politique avant que, demain ou après-demain, Marine Le Pen gagne l'Elysée. "François Bayrou a l'amnésie pratique. Je ne crois pas qu'il aura l'honneur d'admettre. Oui, il faut moraliser la vie politique. Mais Bayrou ne peut en être ni la caution, ni l'instrument".

Le jour de la parution de Fictif(s), je reçois un email d'un journaliste de Marianne. "Compte-tenu de sa qualité, seriez-vous intéressé pour une éventuelle reprise sur le site de Marianne ?" J'accepte. Deux jours plus tard, je relance. Aucune réponse. Le lendemain, Marianne publie deux pages d'interview exclusive de François Bayrou.

Mediapart, qui n'avait pas voulu de mon papier, le publie maintenant sans mon autorisation. En signant "la rédaction de Mediapart". Mes mails de protestation et de demande d'accès abonné n'ont pas de réponse.

Très vite, la qualité de mes conversations téléphoniques avec les journalistes est particulièrement mauvaise. Après deux ou trois minutes, les voix se hachent, deviennent métalliques. "Vous voyez, j'habite dans une zone où ça capte plutôt mal. Ça va, mais je capte tout juste. Et là, clairement, quand j'appelle certaines personnes, de la bande passante s'échappe quelque part".

Je contacte le Canard Enchaîné, dont je connais le rédacteur en chef, Erik Emptaz. "Le Canard vous remercie d'avoir pensé à lui, me répond la secrétaire de rédaction. Votre message est transmis à Erik Emptaz". Soulagé, je réponds "vous vous réveillez enfin, c'est bien. Je commençais à me demander si vous protégiez Bayrou". Le Canard ne publiera rien. Et enchaînera les révélations sur Fillon et Le Pen.

Les interviews s'enchaînent. On m'enregistre. On prend note. J'avertis : "Attention, il va y avoir des pressions !" Et toujours la même réponse. "Ah mais Bayrou et ses amis ne font pas la loi chez nous !" Et le sujet ne sort pas.

6 avril. Pour répondre aux demandes des médias et faire taire les mauvaises langues, je publie toutes mes preuves sur Twitter. Et mets les originaux en lieu sûr. Corinne Lepage, qui avait avant moi dénoncé les emplois fictifs chez François Bayrou, retweete immédiatement. Deux minutes plus tard, elle se rétracte.

22h. Dans un appartement éteint et silencieux, je lis à côté de ma fille qui dort à poings fermés. Mon chien bondit en direction de la porte d'entrée en poussant des hurlements. Exactement comme il y a huit ans, quand on essayait de me cambrioler. Je me lève. "Qu'est ce qui se passe, mon chien ?" J'entends quelqu'un dévaler l'escalier. Je reste là, une bonne minute. Le doute s'installe. Dans quoi me suis-je foutu.

Ca sort !

"C'est lui, Grégoire, qui vous a donné ça ? Il est gonflé, le mec !"—?Jean-Jacques Hyst, devant mon contrat de travail

Quand les autres rédactions bloquent le sujet, Hervé Chambonnière, grand reporter au quotidien régional Le Télégramme, mène son enquête. Avec sérieux, courant après le scoop, il analyse mes preuves, appelle mon ancienne secrétaire de rédaction. Qui lui confirme que je travaillais au parti. Il rend visite à Jean-Jacques Hyst et Ambroise Guellec, mes financiers. Qui nient me connaître et m'avoir embauché. "Après 1988, impossible !" lui jure Hyst. Avant de retrouver la mémoire, devant un CDI signé de sa main.

Quatre jours après mes révélations, le Télégramme sort en exclusivité un article d'une page.

Bayrou se réfugie derrière son entourage, qui crie à l'élucubration. J'exulte. J'ai dû m'auto-publier. Me dénoncer. Mais la vérité, maintenant, règne. Et Sylvain Maillard, porte parole d'En Marche, me suit sur Twitter.

Le Télégramme en poche, j'appelle l'AFP. On prend mon message. A 20h, un SMS. "Bonjour, je suis journaliste AFP au bureau de Rennes. Pouvons-nous nous rencontrer ?" Tout sourire, mon ex-femme me dit "tu avais raison. Il suffisait qu'un seul le sorte !" L'ancien du Figaro, naguère si pessimiste, me félicite.

Et pourtant les beaux jours sont terminés. Je vais découvrir les rouages d'une machine à influencer le résultat de l'élection présidentielle. Une alliance d'intérêts dont je n'aurais jamais deviné l'existence ou l'ampleur. Pressions, surveillance et petites lâchetés

"Mon rédacteur en chef ne veut pas le passer. Je comprends pas, je lui ai montré les preuves"?— ?un journaliste de RMC.

10 avril. Trois journalistes d'Europe 1 me contactent en cinq minutes. A Paris, un homme à la voix de chroniqueur m'enregistre dans la cabine. "Mettez vos ceintures, le tourbillon médiatique va commencer", dis-je à mes proches. On me dit que ça va passer au journal de 18 heures, ou à la matinale. Et le lendemain, sur Europe 1, j'entends : "sinon en politique aujourd'hui, pas grand-chose. On tourne en rond".

Je contacte le journaliste. "On va le passer votre témoignage, me dit-il. Mais il y a beaucoup d'actu en ce moment". Agacé, je prolonge par texto. "Bayrou, c'est au moins 12 ans de permanents du siège payés avec des contrats parlementaires : vous avez mon témoignage en 97 et celui de Lepage en 2009. (...) C'est un système couvert par tout le monde, amnistié cette année par un gouvernement de gauche. On n'est pas dans l'anecdote. C'est un scandale énorme. Faites votre enquête". Une semaine après, je relance. On me répond "ce sujet est en attente".

11 avril. Après un détour obligatoire sur une messagerie cryptée, je vois la journaliste de l'AFP au café du coin. Nous parlons longuement. Elle semble très intéressée.

12 avril. France Info m'invite à la matinale. "A la suite de votre annonce sur l'emploi fictif en tant qu'attaché parlementaire, seriez-vous disponible pour qu'on en discute pour une éventuelle interview en studio demain matin à 7h40 ?" J'accepte. Quelques heures plus tard, la chargée de production me dit "non, c'est trop compliqué pour demain. (...) Et comme on a déjà fait un sujet dessus ma rédaction en chef préfère attendre. Je suis désolée". Je ne trouve aucune trace du sujet. Je demande qu'on me donne le nom du journaliste qui a couvert. Pas de réponse.

Le même jour, le responsable des investigations du Nouvel Observateur me dit "je vais prendre vos coordonnées, un journaliste va vous rappeler". Personne ne rappelle. Et pourtant l'Obs couvre avec assiduité les affaires Fillon et Le Pen.

Après un début fracassant, je me sens cerné par un mur de silence. Au téléphone, l'ancien du Figaro est furieux. "C'est très grave ! On parle d'une élection présidentielle ! Bien sûr que quand

ton rédac-chef te refuse un sujet comme ça, tu as envie de ne rien dire pour ne pas perdre ta place. Mais journaliste, c'est pas n'importe quel métier ! On a des responsabilités ! Il faut s'insurger !”

L'enthousiasme fait place à l'impatience. Puis à l'indignation. J'interpelle journalistes et rédactions sur Twitter. “Et ça, pourquoi vous n'en parlez pas ?” Je contacte les quotidiens. Ils connaissent mon papier, que de nombreux journalistes ont relayé sur les médias sociaux. J'envoie des mails à des adresses souvent bien cachées. En y mettant des pisteurs très sophistiqués. Certains ne les détectent pas. A Libération, l'Express, on ouvre mon mail, on clique sur ma tribune. Je les vois faire en direct. Et il ne se passe rien. D'abord réservé, Hervé Chambonnière finit par partager mon incrédulité. “C'est fou. Personne ?” Ce qui n'était qu'une possibilité devient pour moi une évidence : on protège François Bayrou. Mais surtout, via lui, Emmanuel Macron. La bonne société parisienne a choisi son candidat.

— T'as vu, ça sort nulle part !

— Attends, tu viens avec des preuves, et tu n'as aucun rédac-chef qui sort le truc, parce qu'ils ont tous peur d'être punis. Je vais te dire notre profession, elle est morte.

Silences et barbouzeries

“Le message est très clair : tu ne sortiras rien le week-end du premier tour. C'est déjà serré, tu vas pas faire chier”

18 avril. Je formate mon téléphone et mets à jour sa sécurité. Les problèmes de batterie et de qualité sonore disparaissent.

20 avril. Sur l'écran de mon ordinateur, une alerte de l'antivirus. “Votre protection est désactivée”. Impossible de reprendre la main sur le système. Au bout de trois minutes, tout revient à la normale. 21 avril. J'écris à un journaliste de Libération : “je viens avec des preuves d'un système de financement illégal d'un parti (fiches de paie, contrats de travail, preuves que je bossais à l'UDF) et ça ne sort pas. (...) Tous les jours on sort des trucs (et c'est bien) sur Fillon et Le Pen. Et Bayrou, allié de Macron, rien. C'est quand même plus que bizarre, vous ne trouvez pas ? D'ailleurs pourquoi Libé ou aucun quotidien national ne couvre ? J'aimerais qu'on m'explique en quoi les emplois fictifs chez Bayrou ce n'est pas de la news.” Et j'ajoute, écoeuré : “puisque c'est ainsi, je vais sortir un deuxième papier sur les trucs hallucinants qui se passent de mon côté (...). En tous cas, je n'épargnerai personne”.

J'appelle ensuite une amie, journaliste en Suède. En lui racontant ma semaine, j'ai l'impression d'évoluer dans une réalité parallèle. Où l'information est sous contrôle. Où l'on espionne les lanceurs d'alertes. “Bon allez, je te laisse, dis-je, il faut que j'aille à la piscine avec ma fille. A bientôt !” Deux heures plus tard, je m'installe à mon bureau, allume mon ordinateur. Rien. Des pans entiers de mon disque dur ont été effacés. Je pense à un piratage. Puis me souviens avoir éteint ma machine. Il fallait donc y accéder physiquement. On s'est introduit chez moi. Un vertige me prend. La voix tremblante, j'appelle l'ancien du Figaro.

— On m'a effacé mon disque dur.

— Tu sais qui fait ça...

— Les services ?

— Bah oui... C'est illégal. Quelqu'un risque sa carrière. Mais ils le font surtout pour te déstabiliser. Ne t'inquiètes pas, dans quinze jours, ça sera fini.

Comment les services auraient-ils pu aller si loin sans l'aval de l'Élysée ? En tous cas, mission accomplie. Alors que chaque jour sort une révélation sur Fillon ou le FN, le clan Macron a l'air blanc comme neige. Sur les plateaux télé, François Bayrou donne des leçons d'honnêteté. Et personne ne lui pose la question qui dérange.

24 avril. Mediapart sort un article, La revanche de François Bayrou. Ses détournements de fonds n'y sont pas mentionnés, alors que Mediapart dispose des preuves. Sur Twitter, encore une fois, je m'immisce. "Et les emplois fictifs de Bayrou, vous ne couvrez pas ?" Silence. Cette nuit-là, je rêve que je rentre chez moi. Que quelqu'un m'attend dans mon entrée. Ganté de cuir, pour m'étrangler.

— On va te traiter de parano, de conspirationniste.

— Je m'en doute. Mais je me suis pas cambriolé moi-même, non plus !

L'agence prend son temps

"Je vous prie d'arrêter d'être désobligeant" ? — ?journaliste de l'AFP

En plein blackout médiatique, je m'accroche à l'AFP. Et encore une fois, j'attends. Le 18, une semaine après l'interview, la journaliste me dit ne pas avoir "contacté tous les protagonistes. Ca devrait sortir mardi matin".

Le 21 avril, jour de mon cambriolage et vendredi d'avant le premier tour, nouveau texto : "Avez-vous le contact de l'ancienne secrétaire de l'UDF ?" J'en suis sur le cul. Elle n'a même pas fini son article. "Dix jours pour faire une dépêche AFP ! Mais je te la dicte tout de suite, moi : 'Un ancien assistant parlementaire accuse François Bayrou d'avoir favorisé un système d'emplois fictifs...' Ca tient en une colonne".

L'AFP ajoute "je ne connais pas la date de publication, car nous attendons la réaction de M. Bayrou". Immédiatement, je tape :

— C'est honteux.

— Pardon ?

— Bayrou refuse de réagir en espérant que ça ne sorte pas et vous rentrez dans son jeu. C'est hallucinant.

— Ecoutez, ma collègue ne l'a pas encore contacté car elle croule sous le travail et je dois encore avoir M. Hyest. Evitez certains commentaires. Bonne journée.

— Vous avez des preuves, des contrats de travail. Le Télégramme est sorti il y a dix jours. Contrairement à vous, je dirai et j'écrirai ce que je voudrai.

— Vous n'allez pas me dicter ce que je dois faire ou écrire. Je vous prie d'arrêter d'être désobligeant.

— Oh, je ne vous dicte rien. Vous n'avez pas besoin de moi.

J'appelle Chambonnière. "Je vais sortir un deuxième papier. Mais cette fois-ci, je vais m'attaquer aux médias". Il a un blanc. "C'est pas une bonne idée". Iceberg, droit devant

“Tous les animaux sont égaux, mais (il semble que cela ait été rajouté) il y en a qui le sont plus que d'autres.”?—?Georges Orwell, La ferme des animaux

Le soir, je regarde le ballet des motards autour de la voiture de Macron. Le dîner dans son Fouquet's à lui. Au diable les apparences.

Le mercredi d'après le premier tour, l'AFP me demande encore des précisions. Quinze jours ! La dépêche n'est pas encore prête ! “Je n'ai jamais vu une attitude pareille, même Bayrou que je viens d'avoir au téléphone n'a pas été aussi agressif”, me glisse miss AFP Bretagne. Elle m'écrit ensuite “l'unique raison pour laquelle je n'ai pas rédigé le papier c'est tout simplement que je n'ai pas eu le temps. (...) Je vous aurais dit si mes chefs bloquaient le papier”. Tout va bien alors. Mais cela n'a plus d'importance. “De toutes façons, écris-je en conclusion, il fallait que ça sorte avant le premier tour, pour qu'acculés, Bayrou et surtout son allié Macron fassent des promesses fortes. Maintenant que Macron est assuré d'avoir la présidence, tout cela ne sert plus à grand-chose. J'ai perdu mon pari”.

La dépêche devrait sortir quelques jours avant l'élection. Devrait. Hier sûrement confiant d'avoir Matignon, Bayrou tremble, pantomime l'indignation. Il est sale, il le sait. Et pourtant, il s'absout. Comme je l'ai entendu dire en bureau politique : “on me dit ‘tu ne ramènes pas autant que Léotard’. C'est vrai, et j'en suis fier”. “Et quand il revenait d'Afrique, rigole un élu, il avait les mains vides. Parce que c'était Lehideux qui portait les valises !”

En politique, on a une drôle de vision de la morale. Qui s'élastifie encore pour les élections. Macron trahit Hollande. Valls trahit Hamon. Les Républicains trahissent Juppé pour Fillon. Puis Fillon pour Juppé. Et retournent vers Fillon. Nicolas Dupont-Aignan trahit la République. Et l'Élysée trahit la liberté d'expression. Comme disait déjà Cicéron en s'adressant au Sénat : “vous êtes des putes”.

Cette réalité, les grands médias la connaissent bien. Mais vous comprenez, le peuple est trop simplet. Il faut lui tenir la main. Des grands médias contrôlés par une poignée de milliardaires. Et des journalistes politiques emplis d'eux-mêmes. Inféodés. Accros aux confidences de cocktails. A leurs places dans le Falcon présidentiel. Des journalistes méprisés par les politiques, qui jouissent à les manipuler.

Il est loin le temps où Maurice Maréchal, directeur du Canard Enchaîné, virait son journaliste pour avoir eu la Légion d'honneur. “Il ne fallait pas la mériter !” Ces copinages, cette soumission au clic de la grande presse, et surtout cette confusion entre informer et occulter, font le lit des extrémismes.

Pendant ce temps, dans l'Aisne, un homme vole une pièce de vingt centimes et écope d'un mois ferme. A Bordeaux, un autre homme sans ressources prend quinze jours pour un paquet de saucisses, des gâteaux et une brosse à dents. Et ma voisine fait des ménages au noir, pour compléter sa retraite. Avec quarante-deux ans de cotisation et une prothèse de genou. Noyée dans les vaines promesses, une France s'écroule. Le Front National a huit millions de votants. Le 7 mai, ils seront peut-être le double. Dans cinq ou dix ans, ils fêteront leur victoire. C'est le début de la fin pour une Cinquième usée, presque impotente.

Les politiques doivent être tenus en laisse. Il faut réformer la rémunération des parlementaires. Qu'ils arrêtent de l'utiliser pour s'acheter, légalement, des villas sur la côte d'Azur. Il faut punir sévèrement toute corruption. Tout favoritisme. Par une peine de prison ferme et l'inéligibilité à vie. Il faut une vraie transparence. Que pour tout, les politiques rendent des comptes. Il faut une nouvelle République, avec comme modèle la Suisse.

Et surtout il faut sortir cette race de seigneurs de ses palais, ses banquets, ses voitures à cocardes, ses gardes armés, ses jets privés, ses centre-villes privatisés. Ces politiques qui ne représentent qu'eux-mêmes.

La France appartient à ses habitants.

Epilogue

“C'est quand même sympa de la part de l'AFP de ne pas vouloir perturber l'élection avec de veilles affaires. Comme pour Fillon !”

3 mai. Histoire de laisser une dernière chance, j'écris encore à l'AFP.

— Bonjour, vous êtes vraiment sûre que vos chefs ne bloquent pas le sujet ?

— Pour être honnête, je ne sais pas. Dès que j'en sais plus je vous dis. Ca peut effectivement paraître après le second tour. Je ne suis plus décisionnaire depuis que je l'ai rédigé.

Dépitée, je pars au bistrot du coin. Et m'épanche auprès de la tenancière. “Les médias décident pour qui on doit voter”. Elle hausse les épaules en essuyant un verre. “Ça c'est pas nouveau”. Je touille mon café chantilly. “Oui, mais il faut pas que Bayrou ait Matignon. Sinon je suis dans la merde”. Elle s'empare d'un plat de pommes de terre. “Bayrou premier ministre ? Quelle drôle d'idée ! Il passera pas, Macron. C'est Le Pen qui va passer”. J'arrête de touiller. “Ah bon ?” Elle nappe les pommes de terre d'huile. “De toutes façons on l'aura à un moment ou à un autre. Autant l'avoir maintenant.”

A Libération par Nicolas Grégoire - Les-crisés.fr 19.05

Toutes les preuves nécessaires à un sujet sur Bayrou sont disponibles depuis un mois.

J'ai fourni carte de l'Assemblée, fiche de paie et contrats de travail. Mes parlementaires ont admis au Télégramme que l'emploi était fictif. La secrétaire de rédaction a confirmé que je travaillais au parti. François Bayrou était mon supérieur direct. Maintes fois apostrophés, vous n'avez rien fait.

Hormis l'intrusion et la surveillance, mes papiers sont parfaitement sourcés. J'ai les preuves de tous mes envois et réceptions aux médias. De toutes mes conversations. Et preuves ou pas, l'effacement d'une partie de mon disque dur est un scandale d'Etat. Mon seul pouvoir, c'était d'en parler.

Bien sûr, vous n'êtes pas les seuls. Europe et RMC bloquent le sujet depuis un mois. La dépêche AFP, rédigée et vérifiée, attend dans un placard depuis onze jours. Le Canard n'a pas couvert. Et Médiapart s'est couvert.

Ce sujet pouvait bousculer le premier tour. Par lâcheté, politisation ou incompétence, vous l'avez empêché de sortir. Bayrou est un rouage fort de l'équipe Macron. Ne pas couvrir, c'était les protéger.

Source : Médium, 8 mai 2017

En famille. Aveu. Ils osent tout.

- Cazeneuve appelle à voter à gauche pour faire "réussir" Macron - AFP

"Notre pays a besoin de gauche", a lancé Bernard Cazeneuve, jeudi soir, en appelant à élire des députés de gauche pour préserver le "bilan" de François Hollande et faire "réussir" la présidence Macron.

Macron désigne un Premier ministre et deux ministres aux poste clés de l'économie issu de LR et Cazeneuve du PS appelle à faire "réussir" la présidence Macron afin de préserver le "bilan" de Hollande, ce qui signifie que LR et le PS avaient bien le même programme et que Macron et son gouvernement ont pour tache de poursuivre la politique de Hollande. On ne pouvait donc pas caractériser de consensus leurs rapports mais bien d'identité, tant sur le plan de leurs intentions qu'idéologique. AFP 20.05

REM, LR, MoDem, PS, PRG sont des partis de la réaction, de droite...

- Écologie : Macron et Hulot sont-ils compatibles ? - Franceinfo

Du jaune...

- La CFDT sous le quinquennat Macron: un rôle à définir. - AFP 19.05

La paillasse.

... à la cirrhose.

- Martinez (CGT) souhaite "des hommes politiques au gouvernement, pas des gestionnaires" - AFP

Interrogé à propos de la nouvelle ministre du Travail, Muriel Pénicaud, le leader de la CGT a répondu qu'il mise sur "le programme, les mesures" qu'elle défendra et non pas sur sa personne.

Concernant la loi travail qu'Emmanuel Macron entend pousser plus loin, M. Martinez a prévenu: "vouloir continuer dans la casse du code du travail en favorisant les licenciements, en donnant moins de droits aux salariés et plus aux patrons des grandes entreprises, eh bien ça ne règlera pas l'emploi, tout le monde le sait, tout le monde l'a reconnu l'année dernière et donc il faut faire autre chose". AFP 19.05

C'est qui "il" ? Macron, il lui donne la main ou plutôt lui tend la main que Macron saura saisir n'en doutons pas. Au fait, pourquoi n'a-t-il pas profité de l'occasion pour renouveler l'exigence de l'abrogation de la loi El Khomri ? C'était politiquement incorrect, on comprend...

Confirmation. Les homosexuels ont obtenu un nouveaux droit grâce à Hollande : celui de se faire insulter ou tabasser plus qu'avant.

Libération - ...les signalements pour insultes ou violences homophobes ont bondi de 20% en 2016.

Jeudi soir, Cyril Hanouna a cru drôle de piéger et humilier en direct des homosexuels. On peut invoquer la liberté d'expression. On peut aussi trouver grave et lamentable de jeter en pâture à 1,5 million de téléspectateurs la vie privée d'un homme. Libération 19.05

A tous les ignares ou crétiens dit de gauche ou d'extrême gauche qui ont soutenu les campagnes du PS sur les thèmes de la lutte contre le racisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie, l'écologie, etc. ont été manipulés, parfois sciemment, ils ont ainsi servi les intentions inavouables de Hollande dont Macron est le produit, autant dire qu'ils portent une part de responsabilité de la situation actuelle.

Ils osent tout

Cadeau aux trusts pharmaceutiques.

- Douze vaccins obligatoires pour les enfants italiens - euronews.com

Le gouvernement italien a adopté vendredi un décret-loi rendant obligatoires 12 vaccins pour pouvoir inscrire des enfants à l'école. euronews.com 20.05

- Le Qatar se dit victime d'une campagne l'accusant de soutien au "terrorisme" - AFP

Le Qatar s'est dit samedi victime d'une campagne calomnieuse de certains médias qui l'ont accusé de "soutien" au terrorisme, des allégations qualifiées de "mensongères" par Doha.

- Washington appelle l'Iran de Rohani à démanteler son "réseau de terrorisme" - AFP

Mimétisme. Xénophobie ordinaire et stratégie du chaos.

- L'US Air Force signale un incident avec des avions chinois - Reuters

Deux avions de chasse chinois ont intercepté mercredi un appareil américain de manière "non professionnelle" alors qu'il volait dans l'espace aérien international au-dessus de la mer de Chine orientale, a rapporté jeudi l'US Air Force. Reuters

- Le Japon proteste après une incursion chinoise près des Senkaku - Reuters

Le Japon a fait décoller sa chasse jeudi après l'intrusion de quatre navires de la garde-côtes chinoise accompagnés d'un drone dans un secteur que se disputent les deux puissances asiatiques en mer de Chine orientale. Reuters

- Venezuela: sanctions économiques de Washington, les manifestations continuent - AFP

Les Etats-Unis ont porté un rude coup au camp du président Nicolas Maduro en plaçant sur leur liste noire financière huit membres de la Cour suprême vénézuélienne, accusés d'avoir aggravé la crise politique du pays en affaiblissant l'autorité du Parlement. AFP

- "Faute d'amour", portrait d'une Russie déshumanisée à Cannes - AFP

- Les Etats-Unis bombardent un convoi pro-régime en Syrie - AFP

Les Etats-Unis ont bombardé jeudi un convoi lié au régime syrien près de la frontière jordanienne six semaines après les premières frappes de l'administration Trump dans le pays, tout en assurant ne pas chercher à s'impliquer dans la guerre civile.

"La coalition a frappé des forces pro-régime (...) qui posaient une menace pour des forces américaines et des forces alliées (syriennes) à Al-Tanaf" près de la frontière jordanienne, a déclaré le colonel Ryan Dillon, un porte-parole militaire de la coalition antijihadistes commandée par Washington.

Un autre responsable américain a précisé à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, que les forces pro-régime frappées étaient "probablement" des milices chiites, sans être plus précis sur leur identité.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, huit personnes "pour la plupart non-syriennes" ont été tuées dans cette frappe.

En revanche le régime de Damas n'avait pas confirmé jeudi soir la frappe américaine.

Le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis a assuré que les Etats-Unis ne cherchaient pas à "augmenter leur rôle" dans la guerre civile mais défendraient leurs troupes si elles sont menacées.

AFP 19.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

- Le parlement grec entérine baisse des retraites et hausse d'impôts - Reuters

Les députés grecs ont adopté jeudi soir des réformes, une baisse des pensions de retraite et des hausses d'impôts réclamées par les créanciers internationaux d'Athènes pour conclure un examen de suivi des réformes prévues par le plan d'aide et pour obtenir le déblocage d'une nouvelle tranche.

En début de soirée, des milliers de manifestants s'étaient rassemblés aux abords du parlement avec des banderoles frappées des mots "Non aux plans d'aide! Non à l'austérité!".

Des échauffourées se sont produites entre les policiers et de petits groupes d'individus cagoulés qui lançaient des cocktails Molotov. La police a tiré des gaz lacrymogènes pour les disperser. Reuters

Uruguay

- Uruguay: 22e marche silencieuse pour les disparus sous la dictature - AFP

Des milliers de manifestants ont marché en silence samedi sur l'avenue principale de la capitale de l'Uruguay en mémoire des disparus au cours de la dictature militaire (1973-85) et afin de réclamer justice auprès de l'État. AFP

Colombie

- Colombie : émeutes à Buenaventura - euronews.com

Des violences ont éclaté dans la ville colombienne de Buenaventura, à l'issue d'une semaine de grèves et de manifestations. La ville a été le théâtre de scènes de vandalisme et d'affrontements entre policiers et protestataires qui ont dressé des barrages routiers en incendiant des pneus ou des branches. Ces émeutes ont fait au moins un mort et plusieurs blessés. Une quarantaine de personnes ont été interpellées...

"C'est triste de voir la population de Buenaventura se comporter de la sorte. Des équipements ont été détruits. Il va falloir désormais se sortir de cette situation. La grève s'est déroulée de manière pacifique, mais se termine tragiquement", se désole une habitante de la région.

Buenaventura, le port le plus important de Colombie, est frappé par la pauvreté. Une partie de la population n'a pas accès à des services de base comme l'eau courante. Dans ce contexte, des magasins ont été pillés. Les manifestants réclament davantage d'investissements publics. euronews.com 21.05

Etats-Unis

- En Arabie saoudite, Trump et le roi Salmane signent pour plus de 380 milliards de dollars d'accords - Le Huffington Post

"Le président et le secrétaire d'Etat (Rex) Tillerson vont assister à une cérémonie de signature de près de 110 milliards de dollars" d'accords militaires, a déclaré le responsable. Ces accords visent à "soutenir à long terme la sécurité de l'Arabie saoudite et de la région du Golfe face aux menaces de l'Iran", a-t-il ajouté sans détailler ces accords.

Les accords signés dépassent les 380 milliards de dollars, a annoncé plus tard samedi le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir. "Les deux pays ont signé une série d'accords (...). La valeur des investissements dépasse les 380 milliards de dollars", a déclaré Adel al-Jubeir lors d'une conférence de presse conjointe avec le secrétaire d'Etat Rex Tillerson.

L'agence officielle saoudienne SPA a fait état de 34 accords dans des domaines aussi divers que la défense, le pétrole et le transport aérien, sans cependant fournir de montant total. Le Huffington Post 20.05

Tunisie

- Tunisie: l'armée tire en l'air pour repousser des manifestants - AFP

Depuis près d'un mois, des habitants campent dans la zone d'El-Kamour et entravent la circulation des camions vers les champs pétroliers de Tataouine pour réclamer une meilleure répartition des richesses et des recrutements prioritaires dans les sociétés du secteur.

Les manifestants demandent notamment que 70% des emplois reviennent à des habitants de la région de Tataouine.

Le gouvernement d'union de Youssef Chahed est confronté à une grogne sociale croissante, en particulier dans les régions de l'intérieur. Les mouvements prennent régulièrement l'allure de sit-in bloquant routes et accès à certains sites. AFP 20.05